

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Année 1929

N°

3

THÈSE

POUR LE

Doctorat Vétérinaire

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1929

PAR

Léon-Eugène-Maurice DENIS

Né à LILLE le 16 Mai 1885

Diplômé d'Alfort en 1908

La Production animale

dans le Département de la Somme

JURY :

Président : M. GOSSET, Professeur à la Faculté de Médecine.
Assesseurs } M. DECHAMBRE } Professeurs à l'École Nationale Vété-
 } M. MOUSSU } rinaire d'Alfort.

Imprimerie Ch. BRETON, 21, Rue des Augustins - AMIENS

1929

La Production animale

dans le Département de la Somme

« Puisse la persuasion de l'utilité du bétail frapper propriétaires et fermiers ; qu'elle devienne générale, qu'elle soit encouragée, l'agriculture fera des progrès rapides. On verra le commerce plus prospère, le paysan plus courageux, les impôts mieux payés, l'Etat plus riche, le peuple plus heureux. »

(L'Encyclopédie)

THÈSE

POUR LE

Doctorat Vétérinaire

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1929

PAR

Léon-Eugène-Maurice DENIS

Né à LILLE le 16 Mai 1885

Diplômé d'Alfort en 1908

La Production animale

dans le Département de la Somme

JURY :

Président	:	M. GOSSET,	Professeur à la Faculté de Médecine.
Assesseurs	{	M. DECHAMBRE	Professeurs à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.
	{	M. MOUSSU	

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE

Directeur : M. E. NICOLAS

Professeurs honoraires : MM. G. BARRIER, Inspecteur général honoraire des Écoles Vétérinaires
P.-J. CADIOT, A. RAILLIET, H. VALLÉE.

PROFESSEURS ET CHARGÉS DE COURS

	MM.
Anatomie descriptive des animaux domestiques.	BRESSOU
Physiologie, thérapeutique générale	MAIGNON
Physique & Chimie médicales, toxicologie, pharmacie	NICOLAS
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique ; Zoologie	HENRY
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique, sémiologie et propédeutique, jurisprudence	ROBIN
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique, anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure	COCQUOT
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique ; médecine opératoire, obstétrique	MOUSSU
Pathologie générale et microbiologie, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique	PANISSET
Histologie et embryologie, anatomie pathologique ; autopsies.	PETIT
Zootecnie et économie rurale.	DECHAMBRE
Agronomie, botanique et hygiène ; matière médicale	{ DECHAMBRE HENRY
Industrie et contrôle des produits d'origine animale	VERGE

PROFESSEURS AGRÉGÉS

MM. LESBOUYRIES - VERGE

CHEF DE TRAVAUX AGRÉGÉ : M. SIMONNET



CHEFS DE TRAVAUX

M. DELMER

M. MONVOISIN

M. MOUSSU (R.)

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises
dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE VÉNÉRÉE DE MA MÈRE
ET DE MES GRANDS-PARENTS

A MON PÈRE,
en reconnaissance de la peine qu'il a prise pour veiller à ma formation.

A MA FEMME

A MES ENFANTS : CÉCILE ET PIERRE

A MA SŒUR

A MA BELLE-SŒUR : HÉLÈNE ESTEVEZ,
témoignage d'affectueuse reconnaissance pour son dévouement sans bornes.

A MES PARENTS ET A MES BEAUX-PARENTS

AU DOCTEUR EUGÈNE BODA, DE CAMBRAI,
témoignage de notre fraternelle amitié

AU DOCTEUR ALLENBACH, DE STRASBOURG,
témoignage de vive reconnaissance.

AU DOCTEUR FAFET, D'AMIENS
témoignage de vive sympathie.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR GOSSET,
*pour le grand honneur qu'il me fait
en acceptant la présidence de cette thèse.*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR DECHAMBRE,
A MONSIEUR LE PROFESSEUR MOUSSU,
Membres du Jury.

A MES MAITRES D'ALFORT ET DE SAUMUR,

A MES CHIEFS SUCCESSIFS,
MM. LES VÉTÉRINAIRES COLONEL ET LIEUTENANTS-COLONELS,
DARMAGNAC, HARDY, SAVETTE, CADORÉ, MOUSSILLAC,
AU VÉTÉRINAIRE LIEUTENANT-COLONEL FÉRY, MON CHEF ACTUEL,
*inspirateur de ce travail ; à tous, en témoignage de respectueux
dévouement et de gratitude pour leur constante bienveillance.*

A LA SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DE LA SOMME.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555806_0018

*Je me fais un agréable devoir de présenter
publiquement mes plus vifs remerciements à
Messieurs Pierre DUBOIS, Conservateur de la Biblio-
thèque de la Ville d'Amiens,
et LETENEUR, Directeur des Services agricoles
du Département de la Somme,
pour l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée en mettant
libéralement à ma disposition, le premier les ressources
de sa vaste érudition, le deuxième, celles de sa haute
compétence.*

*Qu'ils veuillent bien trouver ici l'un et l'autre
un témoignage de ma reconnaissance.*

INTRODUCTION

Longtemps considéré comme un « mal nécessaire » destiné presque uniquement à fournir du fumier, le bétail a pris au cours des siècles une importance sans cesse grandissante dans les spéculations agricoles.

Les animaux domestiques sont devenus à la fois l'instrument principal des travaux des champs, une source importante de revenus pour l'exploitation et pour le pays tout entier, et, par surcroît, la condition première de l'existence de l'agriculture.

L'animal, comme la plante dont il vit, est un agent de transformation et de production, une véritable machine vivante dont les fonctions multiples sont de fournir de la force, de la viande, de la graisse, des peaux, des laines, des soies, du lait, du beurre et des fromages. Quant au fumier, que l'on peut à bon droit envisager comme un résidu industriel, il conserve toute sa valeur comme engrais, susceptible de restituer sa fertilité au sol nourricier.

Pour élaborer ces divers produits « usinés », l'organisme animal utilise comme matières premières les aliments végétaux qui sont à sa disposition. Il saute aux yeux des moins avertis que la production sera de ce fait, pour la qualité et pour la quantité, en relation étroite et constante avec l'alimentation.

Les animaux sont conditionnés par le sol sur lequel ils vivent et dont ils sont une émanation au même titre que les végétaux.

La production animale se trouve être l'expression rigoureuse de la production végétale. Celle-là est intimement liée à celle-ci et complètement sous sa dépendance.

Le développement des races domestiques est tellement subordonné à la composition chimique du sol et à la nature

des plantes qui y végètent qu'il n'est pas nécessaire de voir la terre pour apprécier sa richesse et sa fécondité ; il suffit de voir les animaux nourris sur elle.

Il reste place néanmoins pour l'action de l'homme dans l'industrie agricole. Le cultivateur peut assurer, dans les meilleures conditions révélées par l'expérience, les transformations d'un aliment par un être animé et veiller à l'élaboration économique de la force, de la viande, du lait, etc. Cette influence de l'homme apparaît nettement dans l'adoption qui fut faite par lui du système de culture alterne, dans lequel un même sol produit, dans un assolement triennal, la nourriture des personnes et celle du bétail, où il y a retour périodique de la culture des plantes qui épuisent la terre et de celles qui l'améliorent. Il s'ensuit pour les animaux une abondance d'aliments qui permet d'en augmenter le nombre et la qualité, de consacrer aux terres infiniment plus d'engrais, et de les rendre ainsi plus fertiles. Sur un même sol, il y a interdépendance complète des productions végétale et animale et le rôle améliorateur de l'homme s'affirme sur l'une comme sur l'autre.

Le cheptel se trouve, en dernière analyse, modelé en quelque sorte par le sol, plus généralement, par le milieu où il vit, et par l'action de l'agriculteur intéressé à tirer des machines vivantes un rendement sans cesse accru.

C'est en considérant le bétail comme une manifestation du milieu conditionnée à la fois par le sol nourricier et par l'action modificatrice de l'homme, que nous allons étudier la population animale dans le département de la Somme.

Notre programme est d'envisager successivement le milieu, la production animale de ce milieu dans le passé, cette même production dans le présent, l'avenir enfin de la spéculation animale et les moyens mis en œuvre pour la rendre plus rémunératrice et, partant, économiquement plus parfaite.

Nos investigations se borneront volontairement aux seules espèces chevaline, bovine et ovine.

CHAPITRE I^{er}

LE MILIEU

Le département de la Somme, qui constituait la majeure partie de l'ancienne province de Picardie, doit son nom au fleuve qui le traverse. Ses limites naturelles sont : à l'ouest, la Manche, avec un développement côtier de 56 kilomètres ; au sud-ouest, la Bresle, rivière qui le sépare de la Seine-Inférieure ; au nord, l'Authie, autre rivière qui marque la séparation avec le Pas-de-Calais. Au nord-est, il confine au département du Nord, à l'est, il est limitrophe de l'Aisne, au sud, de l'Oise. Sa superficie est de 616.120 hectares.

Dans sa plus grande partie, il est constitué par des plateaux plus ou moins ondulés, coupés par quelques vallées assez larges mais peu prononcées, que surmontent plusieurs chaînes de collines d'une faible altitude. Ces plateaux se terminent vers la Manche, dans la partie méridionale, par des falaises escarpées, tandis que dans la région septentrionale, ils s'abaissent insensiblement jusqu'à la mer. Le point culminant atteint 210 mètres près de Neuville-Coppegueule (canton d'Oisemont).

La Somme, longue de 240 kilomètres, dont 200 dans le département, a un cours sinueux orienté d'est en ouest. Elle reçoit des affluents nombreux, mais peu importants, dont les principaux sont : l'Ingond, la Beine, l'Allemagne, l'Avre, la Luce, la Noye, la Selle, l'Airaine, la Trie, l'Amboise sur la rive gauche ; la Germaine, l'Omignon, la Tortille, l'Ancre sur la rive droite.

L'Authie, longue de 105 kilomètres, sert de limite avec le Pas-de-Calais sur une grande partie de son cours.

La Bresle joue le même rôle par rapport à la Seine-Inférieure sur toute sa longueur qui est de 72 kilomètres.

Le climat, tempéré et humide, devient d'autant plus égal qu'on se rapproche davantage de la mer.

Dans le centre et dans la partie orientale, il est plus rude, mais il n'y a jamais de températures excessives.

La température moyenne de l'année est de 10°04 ; celle de l'été : 17°48 ; celle de l'hiver : 2°58, soit une différence de 14°9 caractérisant un climat modéré. Les plus fortes chaleurs constatées ont atteint 38° et les plus grands froids — 25°, soit entre les unes et les autres un écart de 63°.

Le voisinage de la mer tempère les étés et donne des hivers relativement doux.

La pression moyenne est de 759 millimètres.

La nébulosité moyenne est de 65 à Amiens. Le ciel de Picardie est aux deux tiers caché par des nuages. Le maximum de clarté a lieu en mai (55,9) ; le minimum en janvier (76,3).

L'état hygrométrique moyen est de 84,5 ; en hiver, il est supérieur à 90 ; pendant les mois secs, il descend à 77.

Les vents dominants sont ceux de l'ouest, du sud-est et du nord-est.

On compte 128 jours de pluie par an donnant une hauteur de 629 millimètres.

Le terrain le plus ancien est la craie, qui existe dans tout le département. Cette craie a été déposée sur une surface très inégale et dans une mer tranquille ainsi que l'annonce la disposition de ses strates et des bancs de rognons de silex qu'elle contient. Sa partie supérieure a ensuite subi l'effet d'immenses courants d'eau qui la ravinèrent avant et après le dépôt de terrain tertiaire. Elle forme des bancs souvent très épais, affleurant dans un grand nombre de localités, et présentant parfois une puissance considérable. En certains points

elle est mélangée à sa partie supérieure de rognons de silex disposés en lits horizontaux ou plus ou moins inclinés. Elle peut être assez compacte pour être exploitée comme pierre de taille (craie à bâtir) et certains lits peuvent même servir à l'empierrement des routes. La craie à belemnites, qui constitue la partie supérieure de l'étage est, en certains endroits, phosphatée et sableuse.

Au-dessus des formations crétacées, on trouve ça et là des lambeaux de terrain tertiaire. Ils sont, le plus souvent, entourés et recouverts de terrains plus récents et forment généralement des tertres.

Appartenant à l'éocène, ils sont constitués par des grès ferrugineux, des amas de sables et de silex verdâtres, des sables rouges, des grès coquilliers, des galets, des argiles, des lignites.

L'argile à silex est la formation qui nous intéresse le plus. Elle se rencontre dans les poches de la craie sur laquelle elle repose directement, en un épais revêtement susceptible d'atteindre de 6 à 10 mètres à l'est d'Oisemont.

Elle forme une argile grasse, compacte ; c'est presque une glaise qu'on dénomme « bief » ou « terre à panne ».

Dans les terres de culture, elle assure l'imperméabilité du sous-sol ; sa présence en Vimeu nous expliquera plus tard la vocation herbagère de cette région.

Les terrains quaternaires (pleistocène) sont très développés. Ils recouvrent presque partout la craie sur laquelle ils reposent directement dans la majeure partie des cas.

Connus jadis sous le nom de « diluvium », ils sont constitués par des mélanges sans cohérence de formations détritiques dont les matériaux ont été empruntés aux terrains antérieurs (craie, argile à silex, assises tertiaires). Ils résultent de l'action des eaux (érosion, puis ruissellement et alluvionnement) — de celle de l'air et, peut-être pour certains dépôts, de l'action éolienne.

Il faut distinguer les formations des plateaux et celles des flancs de vallées.

a) Sur les plateaux, on trouve, reposant sur la craie, sur l'argile à silex ou sur des couches tertiaires, un limon calcaire fin, dénommé « loess » (connu autrefois sous le nom de diluvium gris) riche en concrétions calcaires, dites localement « poupées » ou « cabotins ». C'est un dépôt formé par transformation sur place des matériaux sous-jacents et au-dessus duquel on rencontre un limon décalcifié par les pluies, riche en silex éclatés par les alternatives de gel et de dégel, rubéfié au contact de l'air par suroxydation des éléments ferreux. Il s'agit du « lehm » « limon des plateaux » ou « terre à briques » jadis appelé diluvium rouge.

Le tout est recouvert par la terre végétale, qui forme un revêtement commun à presque tous les plateaux picards et donne un sol agricole excellent, pénétrable par l'eau (qui est retenue par le lehm), et par les racines, drainé par le loess sous-jacent. Le Santerre doit à ce limon des plateaux, qui y atteint une épaisseur de 7 à 8 mètres, ses qualités pour la culture de la betterave et des céréales.

b) Aux flancs des vallées, comme dans toute sédimentation, les matériaux se sont déposés dans l'ordre décroissant de poids : à partir du bas, graviers roulés, cailloutis, puis sables de plus en plus fins. Ces dépôts de ruissellement et d'alluvionnement sont disposés en nappes inclinées improprement appelées « terrasses », comportant chacune un lit de graviers, un lœss, un lehm.

Les limons dans leur ensemble composent une assise meuble d'argile et de sable, recouvrant la craie comme d'un manteau jaunâtre, troué de place en place par usure ou par érosion.

Ils possèdent un intérêt commun qui réside dans leurs qualités agricoles. Ils constituent le sol d'un pays où la culture est la forme essentielle de l'activité humaine. Le limon des plateaux en particulier jouit d'une réputation non usurpée de fertilité.

Celle-ci, toutefois, est directement fonction de la nature du sous-sol.

Quand le limon repose sur une couche d'argile à silex, le drainage s'effectue mal. Si, de plus, il est de faible épaisseur, il se confond avec les cailloux de l'argile, donne une terre froide et pénible sur laquelle il faut doubler les attelages. S'il repose au contraire sur un sol perméable, craie du Santerre, par exemple, il ne redoute plus les excès d'humidité et réalise l'idéal de la terre arable. Il devient par excellence la terre à betteraves, possédant des qualités incomparables : sol meuble, facile à cultiver, épargnant les attelages et les outils. Les racines pivotantes s'y développent librement ; la betterave n'y bifurque pas. C'est un milieu profond où les éléments nutritifs sont puisés sur un long trajet et qui garde une humidité toujours suffisante et jamais excessive.

Le limon est donc une terre privilégiée où se pressent les cultures et les hommes, terre franche où le blé succède à la betterave dans l'assolement et qui donne de hauts rendements.

Le domaine du département tend sans cesse à s'accroître sur le littoral de la Manche par l'apport de terrains d'alluvions qui sont des sables et des galets. La mer rejette sur la côte entre Ault et l'embouchure de l'Authie des débris de la falaise normande qui ont donné naissance aux Bas Champs de la Somme et au Marquenterre. Ces régions naturelles reconnaissent un mode de formation analogue, qui se continue de nos jours ; elles offrent un particularisme qui se poursuit jusque dans la production animale, légitimant ainsi une description spéciale.

Sapées par les marées et les tempêtes, ruinées par les eaux d'infiltration, fendues de grandes lézardes entrecroisées, les falaises crayeuses normandes s'écroulent en grosses tranches dont les flots viennent rouler les débris. La craie donne des galets plats, usés sur deux faces parallèles, qui sont vite broyés ; mais les galets ronds de silex se disposent en deux ou trois terrasses que déplace la violence des vagues.

Ces débris de falaises démolies sont entraînés par les flots, notamment par le courant de " Véraule ", vers le nord-est,

qui est aussi la direction de la marée qui envahit la Manche à chaque flux. La prépondérance des vents d'ouest soutient et prolonge l'action du flux au point d'anéantir parfois le courant de jusant, et c'est une cause essentielle dans le phénomène d'alluvionnement qui a créé les Bas-Champs. Le charriage des galets se fait à courte distance. Leur dépôt en un cordon littoral protecteur se localise entre Onival et la pointe du Hourdel qui s'accroît sans cesse par de nouveaux dépôts. De Cayeux au Hourdel, les galets s'entassent et forment une masse puissante que des clayonnages protègent vers la baie contre l'assaut des vagues. Ils s'étalent en bandes parallèles constituant une digue naturelle haute de 7 à 8 mètres, épaisse parfois de un kilomètre, sans laquelle les Bas-Champs seraient submergés aux grandes marées d'équinoxe. En arrière de ces bancs de galets s'échelonnent d'autres bancs qui, depuis la falaise morte jusqu'à la plage actuelle, marquent les étapes du recul du rivage. Ces bancs se sont à l'origine déposés en sortes d'îlots de cailloux, coquilles et galets, irrégulièrement espacés en un archipel que l'industrie humaine a progressivement réunis par des digues permettant la circulation, et déterminant un cloisonnement dans les mailles duquel s'opéraient des dépôts de vase.

Ces îlots initiaux s'observent encore entre la Somme et l'Authie sous forme d'éminences isolées qui s'élèvent de 8 ou 10 mètres au-dessus des Bas-Champs. On les appelle « pruaques ». C'est autour de ces bancs de galets que se déposèrent peu à peu les sédiments plus légers. Ils furent les premiers points émergés où s'amorça le comblement, constituant comme autant de pilotis que les alluvions successives soudèrent peu à peu. Autour des bancs de galets qui forment l'ossature du pays, les sables ont comblé les vides et ont été recouverts par des matières plus fines, des vases et des limons argileux. La végétation s'est faite l'auxiliaire du colmatage. Les plantes retiennent les fines particules et les empêchent de suivre l'eau dans son mouvement de retraite. Ce sont l'*Artemisia maritima*, les Salicornes, l'*Aster tripolium* qui s'emparent des terrains évacués par la mer ; c'est encore l'*Obione*

pedunculata et *Glyceria distans*, *Salsola kali*, caractéristiques de cette côte.

Depuis trois ou quatre ans est apparue, dans les baies de la Somme et de l'Authie, une plante nouvelle, agent actif de colmatage ; c'est une graminée du genre *Spartina*.

Les terres des Bas-Champs restèrent longtemps à l'état de lagunes dont la vase argileuse et grasse fit plus tard la fertilité des « Bassures ».

Galets, sable, argile, tourbe, telle est la composition du sol conquis sur la mer. Ces terrains du nord de la baie de Somme, c'est-à-dire du Marquenterre, sont protégés des incursions de la mer par des dunes de sable dont les éléments, plus légers que les galets, ont été charriés plus loin de leur lieu d'origine.

Les dunes, à leur tour, deviennent un danger. Se déplaçant constamment vers l'est sous l'effet des vents dominants d'ouest, elles sont une perpétuelle menace s'ajoutant à celle de la mer. Les habitants du pays occupent et exploitent leurs terres moyennant de grands efforts. Leur possession n'a été définitive qu'au prix de travaux défensifs : digues, écluses contre les invasions de la mer, canaux de dessèchement contre les eaux stagnantes, plantations d'« oyats » (*Ammophila arenaria*) et boisements contre les sables des dunes, canalisation et redressement des rivières contre les alluvions.

Le long des estuaires de la Somme et de l'Authie, on appelle « molières » des terrains tour à tour couverts et découverts par les marées. Terrains de sable où les flots déposent leur fin limon argileux, ce sont des terres vierges qui s'offrent à la culture et au pâturage.

Leur situation les expose aux inondations des fortes marées. Il faut des digues pour conquérir d'abord et protéger ensuite ces alluvions. Protéger une molière c'est la « renclore » ou faire une « renclosure ».

Les routes suivent les diverses digues formant un dédale aux sinuosités multiples, matérialisant l'histoire du travail de fortification exécuté pied à pied suivant les besoins du moment sur les points les plus menacés.

Ces détails donnent un aperçu de la nature des terres du département. La plus grande partie, surtout sur les plateaux, est de nature calcaire à sous-sol assez perméable ; la sécheresse et l'absence d'eaux superficielles en sont les conséquences. Ces terres, sous un climat tempéré, sont particulièrement propices à la culture. Dans la région occidentale, les dépôts argilo-siliceux sont plus favorables à la production fourragère ; c'est là, comme nous le verrons par la suite, que l'on s'adonne depuis toujours à l'élevage. Les vallées présentent des sols profonds et fertiles.

La Somme ne forme donc pas un tout homogène au point de vue agricole. « Tant par la constitution géologique des terrains qu'elle comprend que par les systèmes de culture qui y sont appliqués, elle peut être partagée en quatre régions qui sont, de l'ouest à l'est : le Marquenterre, le Vimeu et le Ponthieu, l'Amiénois et le Santerre ». (Jourdain).

Il paraît rationnel de faire une cinquième région des *Bas Champs de la Somme* qui possèdent, comme nous l'avons vu, par leur origine et leur physionomie, une réelle individualité. Ils s'étendent dans le triangle compris entre Ault, la pointe du Hourdel et Saint-Valery.

Sur leur sol imperméable et plat, les eaux de pluie s'écoulent avec peine, et, durant la saison humide, le pays fut longtemps inabordable et malsain. Au XVIII^e siècle encore, certains chemins restaient impraticables neuf mois de l'année. L'œuvre de dessèchement entreprise dès le moyen âge n'est achevée que depuis peu de temps.

Le drainage s'opère vers la baie de Somme pour les Bas Champs de Cayeux, de Lanchères, de Brutelles, de Woignarue.

Des anciennes lagunes couvrant le pays, il ne subsiste que le « Hable d'Ault », étang n'ayant plus aucune communication avec la mer et devenu un lieu d'élection pour la sauvagine.

Un réseau compliqué de fossés et d'égoûts, que les chemins traversent sur une multitude de ponceaux, divise le pays en une manière de damier.

Ces fossés sont pleins d'herbes folles envahissantes. Bordés de saules, ils encadrent d'étroites pièces de blé, d'avoine, de betteraves. Un syndicat de propriétaires en assure le curage qui est une nécessité vitale.

Après avoir longtemps nourri de nombreux troupeaux de moutons, les Bas Champs s'adonnent concurremment à l'élevage et à la culture, sur une étendue de 400 hectares. C'est un « terrain fertile donnant l'impression d'un coin plantureux de Hollande transporté aux confins du Vimeu ». (Jourdain).

Leur existence est constamment menacée par des invasions de la mer. Les cordons de galets qui les couvrent s'appauvrissent en effet du fait d'un moindre apport (les falaises normandes se défendant par des travaux), et de l'exploitation intensive qui en est faite par les industries céramiques.

Le *Marquenterre* (canton de Rue) est formé par les estuaires envasés, en tout ou en partie, de la Somme, du Dien, de la Maye et de l'Authie, d'où les alluvions en lutte incessante avec les marées ont chassé et chassent encore journellement la mer. Le sol argilo-siliceux repose sur un sable marin très fin et compact. La culture y serait impossible si le terrain n'était assaini par de nombreux canaux d'écoulement ou « nocqs » dont l'ensemble ou « nocage » se déverse dans les baies de Somme et d'Authie.

C'est une région très fertile. On y cultive la betterave, le trèfle incarnat, les céréales. Le blé y donne des rendements élevés. Les herbages en sont renommés et peuvent rivaliser avec ceux de Normandie. La plupart ne servent qu'à l'engraissement. A marée basse, la mer laisse à découvert le long de la côte de grandes étendues de terrains engazonnés qui forment des pâturages salés, sur lesquels vont paître des troupeaux de moutons dont la viande est très recherchée.

Le *Marquenterre* forme une bande littorale de 10.000 hectares environ, protégée des incursions de la mer par ses dunes, contre lesquelles il lui faut aussi se défendre ; il s'arrête à l'est tout au long de l'ancienne falaise suivie à la base par la voie ferrée d'Amiens à Boulogne.

L'aspect général est celui d'un pays d'élevage comme dans les Bas-Champs. En réalité, la culture l'emporte. En dehors du marais et des prés salés où s'isolent quelques grosses fermes herbagères, le paysan des Bas-Champs et du Marquenterre est un laboureur. Les exploitations sont de 8 à 15 hectares chacune. Autour de la ferme, des fossés bordés de saules enclosent une pâture pour 4 ou 5 vaches, mais, hors des villages, sont de tout petits champs de blé, d'avoine, de fourrages, de betteraves, coupés par un lacs de rigoles. La terre est de culture pénible, mais elle a la fécondité des argiles d'estuaires et des limons. Quand il est bien égoutté, il n'est pas de meilleur sol que celui des polders picards. On y récolta longtemps du colza et du lin sans aucun autre engrais que le fumier de ferme.

Le Vimeu occupe le sud-ouest de l'arrondissement d'Abbeville jusqu'à la mer.

Le Ponthieu en occupe la partie nord jusqu'à l'Authie et au Marquenterre.

En Vimeu, le climat est maritime ; les vents d'ouest y sont violents, et les villages s'abritent derrière des rideaux d'arbres. Le sol est constitué par les trois éléments constants en Picardie : la craie blanche, l'argile à silex ou « bief » et les limons des plateaux. Ces derniers dominent, atteignant une profondeur de parfois 7 mètres. La chaux et l'acide phosphorique sont déficients et il serait nécessaire d'amender par des apports de calcaire.

Les cultures riches réussissent moins bien sur ces terres. Par contre, le voisinage de la mer entretenant une grande humidité atmosphérique, le sol imperméable, et, par conséquent, favorable à l'engazonnement, expliquent l'importance et la qualité des herbages. Des pâturages de plus en plus nombreux gagnent au détriment des céréales. On pratique l'assolement triennal, mais une place importante est réservée aux prairies artificielles. Les enclos, ensemencés de bonnes graines, puis abandonnés à eux-mêmes, se couvrent d'une herbe que les déjections des animaux améliorent sans cesse.

Ces herbages, entourés de haies vives très fortes, et plantés d'arbres, gagnent journallement sur les terres labourées. Jusqu'à Poix, Hornoy, Camps-en-Amiénois, Hallencourt, les pâtures cernent les villages et envahissent les champs.

Le sol du Ponthieu est moins argileux que celui du Vimeu. La craie est recouverte d'un limon siliceux assez perméable, et de travail facile. La culture des céréales prédomine.

L'*Amiénois* forme, du nord au sud, la partie centrale du département. C'est proprement le plateau picard, dont le fond crayeux est plus ou moins recouvert de terrains de transport. Le pays présente un aspect mamelonné. Quand la craie affleure, elle forme des sols secs, peu productifs, que l'on tente de reboiser. La fertilité est très variable suivant l'épaisseur de la couche de terre arable et selon que les argiles tertiaires ont été plus ou moins mélangées à la craie. Beaucoup de ces terres médiocres ont été considérablement améliorées, au point qu'elles se confondent, quand elles sont couvertes de moissons, avec les bons terrains avoisinants. L'amélioration est le résultat de l'usage croissant qui est fait des prairies artificielles, de l'emploi des fumures abondantes, des sels de potasse, et de la pratique de labours progressivement plus profonds.

La culture des oléagineuses et surtout celle des textiles étaient jadis très en honneur.

L'une et l'autre ont disparu. Le lin toutefois connaît un regain de faveur.

Le *Santerre* (arrondissements de Péronne et de Montdidier) est une région naturelle de l'ancienne province de Picardie comprenant le haut Santerre (Bray, Chaulnes) et le bas Santerre (Montdidier, Roye). C'est par excellence le pays du limon des plateaux. La terre y vaut celle des Flandres comme fécondité.

Ce limon occupe de vastes surfaces, et atteint parfois des épaisseurs considérables, ainsi qu'on peut en juger à la faveur

des nombreuses tranchées aménagées durant la guerre par les Allemands. A Hattencourt, dans le canton de Roye, l'épaisseur est de 7 à 8 mètres.

Le limon des plateaux est composé de terre à briques, d'un brun rougeâtre, argileuse, homogène, presque dépourvue de calcaire ; de limon jaune clair, doux au toucher, très fin, s'écrasant facilement sous les doigts. Le caractère physique du sol varie en fonction de l'importance relative de ces deux éléments.

Les analyses révèlent une certaine pauvreté en chaux et en acide phosphorique. Aussi les marnages ont-ils une heureuse influence. La valeur du terrain dépend de la nature du sous-sol. Un limon épais reposant sur des couches perméables (craie) aura des qualités précieuses ; ce sera la terre à betteraves par excellence ; les racines des plantes s'y développent bien et peuvent aller puiser dans la profondeur les principes nourriciers. Les instruments aratoires ne s'y fatiguent pas, ne s'usent pas.

Si, par contre, le limon repose sur un sous-sol imperméable (argile à silex), le drainage spontané s'y fait mal ; en temps de pluie, les chemins sont coupés d'ornières, couverts de flaques d'eau, les terres deviennent lourdes et difficiles à travailler, mais elles donnent de bons produits, ce qui justifie le dicton : « Bonne terre, mauvais chemins ». Les hivers en Santerre sont rigoureux et secs. Les froids sont dus à l'uniformité du plateau qu'aucun bois ni aucun relief n'abrite des vents du nord-est. Les orages et la grêle y sont fréquents. En été, la chaleur hâte la moisson qui est toujours en avance d'une semaine sur celle de l'Amiénois

En résumé, c'est un climat favorable aux cultures de la betterave et du blé, qui s'y pratiquent sur une très grande échelle et dans d'excellentes conditions.

L'eau de surface est inexistante. Les puits ont 15, 20 mètres, voire même 100 mètres de profondeur. Ils sont très coûteux, aussi utilise-t-on couramment des puits communaux,

industriels, ou, depuis la reconstitution après la guerre, des réservoirs intercommunaux alimentant des groupes d'usagers.

Par leurs caractères physiques, les vastes plaines limoneuses du Santerre sont vouées essentiellement au labour. La nature et la configuration du sol permettent la végétation des plantes exigeantes à fort rendement. La culture betteravière en est la principale spéculation. Elle occupe la tête de l'assolement. C'est pour elle que l'on fuine, que l'on emploie les écumes de défécation provenant des sucreries et constituant un très bon amendement pour ces terres pauvres en chaux.

La culture du blé vient ensuite, qui donne des rendements supérieurs. L'avoine occupe la troisième sole ; succédant au blé, elle donne des rendements moyens. On cultive surtout l'avoine de printemps pour l'alimentation des animaux. L'orge et le seigle ont perdu toute importance. Par contre, les plantes fourragères occupent une superficie de plus en plus grande, car il faut nourrir un bétail de plus en plus nombreux, et qui ne pourrait être entretenu sur les rares prairies naturelles.

Après la guerre, toute la région du Santerre, littéralement bouleversée par les obus, par les tranchées et les abris, paraissait irrémédiablement perdue pour la culture. On avait même envisagé d'y faire du reboisement. Depuis, on assiste à une véritable résurrection qui tient du prodige.

En résumé, la Somme est bien un département agricole par essence : 85 0/0 de sa superficie sont en terres labourables, proportion très forte, rarement atteinte ailleurs. Et ce fut ainsi de tout temps.

Le cadastre, achevé en 1842, accusait à cette époque 487.865 hectares de terres labourables et 15.210 hectares de prés.

Les terres arables constituaient 79 0/0 et les prairies 2 0/0 du territoire total.

L'étendue restreinte de ces dernières est caractéristique. Celle consacrée aux céréales augmente de 12.000 hectares en 30 ans (1852-1882).

Les prairies naturelles, de très faible étendue, se rencontrent surtout en Vimeu et en Ponthieu.

Dans cette même période de 30 ans, elles tombent de 14.059 hectares à 10.863. Par contre, la surface consacrée aux cultures fourragères passe de 81.000 à 99.000 hectares, en augmentation de 18.000 hectares.

La superficie des terres productives s'est accrue de 39.329 hectares par réduction des jachères, dont la proportion tombe de 15.6 à 7.6 0/0. La culture prédomine donc depuis longtemps,

L'assolement triennal, jachères, froment et avoine, était en faveur autrefois. L'introduction des prairies artificielles d'abord (qui occupent actuellement plus du dixième des terres labourables), de la betterave à sucre ensuite, a transformé les anciennes habitudes. Dans les grandes fermes, les assolements les plus répandus reposent sur l'alternance de la betterave, du froment, du trèfle et de l'avoine. Les rendements élevés obtenus tiennent à la fois aux fumures abondantes et à l'emploi, en grandes quantités, d'engrais minéraux. C'est la culture industrielle qui, ainsi que nous le verrons plus loin, a pour corollaire l'engraissement du bétail.

Pour en terminer avec l'étude du milieu, il importe d'indiquer, en les soulignant, les modifications profondes apportées, dans un passé tout récent, à l'agriculture picarde et dues à l'invasion d'une partie considérable (27 0/0) de son territoire.

Sur 468.209 hectares de terres labourables, 189.784 étaient compris dans la zone dévastée, et d'importants travaux de remise en état du sol ont été nécessaires sur 224.000 hectares, dont 28.800 étaient classés en zone rouge. En outre, les terres des régions non envahies avaient été littéralement épuisées

Le matériel et les bâtiments d'exploitation avaient été anéantis en territoire occupé, et se trouvaient en très mauvais état ailleurs. La situation comparative au point de vue de la production végétale avant la guerre, à la cessation des hostilités et actuellement ressort du tableau suivant :

PRODUCTION VÉGÉTALE	1913	1918	1926
	hectares	hectares	hectares
Terres labourables .	468.209	283.215	448.300
Terres incultes . . .	10.755	13.025	17.220
Surfaces enherbées .	50.409	43.803	65.183
Prairies temporaires	3.332	2.771	7 120
Prairies artificielles .	60.779	31.180	60.000
Céréales	273 502	110 635	247.540
Blé	130.002	49.532	116.250
Avoine	120 476	49 651	116.500
Betterave à sucre. .	37.832	7.958	26.500

On observe une diminution des terres labourables au profit des surfaces enherbées, qui gagnent aux dépens des céréales et de la betterave à sucre.

L'augmentation des terres incultes est toute momentanée. La zone rouge, évaluée à 28 000 hectares, était ramenée à 5 000 en 1923, puis à 526, dont la plus grande partie sera remise en culture dans un bref délai.

Dès maintenant, et sur ces seuls résultats, il est permis de rendre justice à l'effort remarquable de relèvement du paysan picard, effort que nous retrouverons, plus intense encore et plus méritoire, au sujet de la production animale qui va nous retenir plus longtemps.

Avant d'aborder l'étude de l'élevage de nos jours, il nous paraît utile de faire, par une vue de l'esprit, un recul dans le passé. Cette opération nous sera une source d'enseignements très précieux pour la saine compréhension des faits actuels.

La revue des siècles écoulés n'est-elle pas le meilleur moyen d'apprécier le présent ? La négliger serait s'exposer à considérer comme nouveautés des choses datant de fort loin. « Il en est de la question agricole comme de beaucoup d'autres, plus on avance dans l'histoire, et plus on s'étonne de trouver dans la France du passé une infinité de traits qui frappent dans la France d'aujourd'hui. » (de Calonne).

Et de fait, nous ne manquerons pas de trouver mainte réalisation actuelle à l'état de tendances sous l'Ancien Régime, tandis que telles revendications de cette époque révolue sont encore d'actualité et alimentent toujours nos polémiques.

CHAPITRE II

LA PRODUCTION ANIMALE AUTREFOIS

L'état de l'agriculture en Picardie, dans le courant du xviii^e siècle, était loin d'être satisfaisant.

« Cette province, écrivait l'agronome anglais Arthur Young, a été vantée par beaucoup d'écrivains français pour sa bonne culture ; je n'ai pas pu lui découvrir ce mérite ».

Necker confirmait ce jugement en ces termes :

« Toute la partie de la Picardie un peu éloignée des villes est excessivement pauvre ».

Sur les plateaux de craie perméables et secs, les prairies naturelles étaient impossibles. L'herbe manquait au gros bétail. Aussi de tout temps la Picardie s'était-elle montrée rebelle au développement des grands animaux domestiques. Sur les meilleures terres à blé du Santerre, les cultivateurs se plaignaient de la disette de foin et de l'absence de pâtures. « L'on est en usage, dit un document des archives de la Somme (1) d'aller arracher l'herbe dans les fossés, dans les vallées et dans les bois, pour nourrir les bestiaux dans les écuries ». Sur les plateaux sans arbres, sans haies et sans verdure, de grandes fermes restreignaient le nombre de leurs bestiaux au nécessaire. On se limitait aux chevaux indispensables aux attelages, tandis que dans les fonds d'herbages et de bois, le bétail se pressait à l'écurie et à l'étable.

La pauvreté en fourrages n'était pas seulement un obstacle à l'élevage ; c'était de plus une grosse infériorité pour la culture, puisqu'elle entraînait une production déficitaire de fumier.

(1) Arch. de la Somme. C. 132.

Cependant, quelques rares propriétaires faisaient des efforts méritoires.

M. de Lormoy, dans une ferme du Marquenterre, d'une contenance de 1.200 arpents (600 hectares), ne comptait pas moins de 100 chevaux, y compris les poulinières ; de 150 vaches ou génisses et de 1.000 moutons.

A la veille de la Révolution, on citait avec éloge les cultures modèles du marquis de Clermont-Tonnerre, à Bertangles, du marquis de Valanglars, à Moyenneville, du marquis de Mouchy, à Francières, de M. Rely, à Fransures. Mais, en général, les herbages, étant insuffisants, pourvoyaient à peine à la subsistance des bestiaux.

« Ce n'est que par leur étendue que ces pâtis font vivre, ou mieux, empêchent de mourir un petit nombre d'animaux, d'espèce fort médiocre. » (de Calonne).

Tous les auteurs qui ont traité de l'agriculture sous l'ancien régime s'accordent à reconnaître la rareté du bétail, résultant de ce que l'élevage était abandonné à des paysans dépourvus de capitaux et de la pénurie des pâturages.

Young s'étonne de voir la France produire tant de blé et si peu d'animaux qu'on en est réduit, dans de nombreuses provinces, à ne manger que du pain. Le royaume est tributaire de l'étranger pour la moitié de la viande consommée, outre que l'industrie demande des suifs et des cuirs à la Russie, des laines à l'Espagne et à l'Angleterre.

Le roi Louis XVI, en 1787, s'adressant aux Assemblées provinciales, estime que si les récoltes sont médiocres, même en terrains fertiles, c'est au manque d'engrais qu'il faut l'attribuer, défaut qui souligne le trop petit nombre de bestiaux entretenus.

« Les riches troupeaux sont l'âme de l'agriculture et l'engrais qu'ils fournissent est le premier élément des végétaux ; il est donc indispensable d'établir partout une juste proportion entre les prairies et les bestiaux d'une part et les terres labourables d'autre part. » (de Calonne).

. Le mal était général, caractérisé par un manque de pâturages entraînant une grande pénurie de bestiaux et de faibles apports d'engrais naturel.

Quelques agronomes virent dans l'extension des prairies artificielles un remède à ce fâcheux état de choses. Ce fut le point de départ de la révolution dans le vieil assolement picard. La jachère improductive, « véritable dimanche accordé à la terre », va céder le pas à la jachère améliorante, notable progrès ainsi réalisé en économie rurale.

Ces principes nouveaux furent appliqués d'abord en Santerre, d'où ils se répandirent et se vulgarisèrent.

La luzerne, le trèfle, le sainfoin furent particulièrement en honneur, puis le trèfle incarnat, la minette, l'hivernage ou hyvernage (mélange de seigle et de vesces), les warrats (mélange de vesces, lentilles et féverolles).

Ce fut pour la culture et, par suite, pour l'élevage, un véritable bouleversement. Un texte des Archives de la Somme datant de 1780, signale que les prairies artificielles ont augmenté en forte proportion le nombre des bestiaux et les quantités de fumier. De 1763 à 1788, de nombreuses instructions officielles tendent à les propager en Picardie.

A cet effet, l'intendant d'Invaux réunit les plus riches propriétaires de la Généralité d'Amiens et leur fait adopter un règlement qui les groupe en une société dont le duc de Chaulnes accepte la présidence.

Cette société, véritable ancêtre de l'actuelle Société des Agriculteurs de la Somme, divisée en plusieurs bureaux relevant d'un bureau central, avait comme programme :

- 1° de faire des essais de cultures qui réussissent dans d'autres généralités ;
- 2° d'analyser les cendres et les engrais ;
- 3° d'élever des bestiaux modèles ;
- 4° d'étudier les remèdes à appliquer en cas d'épizootie ;
- 5° de rechercher les moyens d'améliorer les laines ;
- 6° de faire cultiver les terres incultes ;

7° d'établir dans chaque ville un dépôt de bonnes graines à vendre le meilleur marché possible ;

8° d'entretenir des relations avec les autres sociétés, d'échanger une correspondance active avec les membres de l'association.

Neuf commissions se partageaient les travaux ; l'une d'elles était consacrée à l'étude des prairies naturelles et artificielles et à celle des bestiaux.

Des questions étaient mises au concours, telle celle-ci, datant de 1787, et proposée par l'Académie d'Amiens : « Indiquer les moyens propres à étendre et à développer la culture des prairies artificielles en Picardie ».

Gilbert, professeur à l'École vétérinaire d'Alfort, fut le lauréat de ce concours et contribua plus que personne à vulgariser l'emploi des prairies artificielles dans les grandes exploitations de Picardie. La conclusion de son travail fut la suivante :

« De la réunion intelligente de la culture des céréales et de celle des prairies artificielles, dépend essentiellement l'aisance du cultivateur et, par conséquent, l'état florissant de l'agriculture ».

A son instigation, M. de Lormoy fut des premiers à semer, dans ses prairies du Marquenterre, le ray-grass en plus du sainfoin, de la luzerne, de la minette, du mélilot et du fromental.

Parmi les multiples encouragements que la sollicitude du roi, de ses ministres, de ses intendants prodiguait à l'agriculture et à l'élevage, il n'est pas sans intérêt de mentionner certaines plaques d'honneur destinées aux meilleurs cultivateurs, et qui se portaient attachées au bras droit par des cocardes de rubans verts et jaunes. Il semble bien que se trouve là l'idée première de notre Mérite agricole.

En résumé, sous l'Ancien Régime, l'agriculture et l'élevage, confondus aux yeux et dans l'esprit des pouvoirs publics, bénéficiaient de toutes leurs faveurs et de leurs encouragements.

La caractéristique du début du XVIII^e siècle était la pénurie de bestiaux liée à celle des nourritures. La création et la rapide extension des prairies artificielles augmenta considérablement leur nombre et engendra une abondance de fumier restituant à la terre les principes fertilisants que la récolte lui enlève.

Il reste, pour achever le tableau, à passer en revue les espèces domestiques de l'époque et à voir comment elles se présentaient, se comportaient et dans quelle mesure l'élevage de ce temps annonce celui de nos jours.

1^o **Espèce chevaline**

« De tous les animaux domestiques, le cheval est celui qui a davantage retenu l'attention des gouvernements, en raison de la richesse de sa nature et des aptitudes qui le rendent propre aux services les plus divers. Si loin que nous remontions dans le passé, nous voyons les peuples s'occuper avec sollicitude de ce puissant élément de leur force en temps de guerre, de leur richesse en temps de paix. » (de Calonne).

En France, cependant, et avant Colbert, l'élevage du cheval n'était pas surveillé, ou l'était très imparfaitement. Louis XIII avait bien institué des haras dans lesquels on s'ingéniait à rassembler, sous la surveillance de l'Etat, les éléments qui concourent à l'amélioration de l'élevage du cheval. Mais cet essai ne fut pas heureux. Après comme avant, le laboureur ignore ou feignit d'ignorer les règlements qui concernaient la monte ; il se contenta de produire le cheval de labour le plus vulgaire. D'après une note des Archives de la Somme (1), le type du cheval du pays était le suivant :

« Les juments ont la tête grosse, l'encolure courte, le garrot élevé, les épaules assez bien construites. Elles sont larges de poitrail. Elles ont les avant-bras étroits et longs, les genoux mal faits, les canons courts, les tendons grêles, les jambes garnies de poils, les paturons courts et mal articulés, les pieds évasés. Elles pèchent dans leur aplomb, soit devant, soit

(1) Archives de la Somme : C. 105 - C. 135, 1764.

derrière. Elles ont le dos très long, le rein bas, les côtes plates, les hanches hautes, la croupe abattue, les cuisses assez fournies, les jambes courtes, les jarrets étroits ».

On retrouve dans cette description le modèle du cheval picard, « avec son dos ensellé, son ventre descendu, sa queue mal attachée, ses membres épais et chargés de crins, et qui a disparu grâce aux progrès culturels et à une meilleure nourriture pour faire place au boulonnais. » (Dechambre).

La pureté de la race, l'élégance des formes importaient peu au paysan, qui les redoutait même, convaincu que la remonte de la cavalerie royale s'emparerait du poulain « de l'ordre plus distingué » qu'il obtiendrait.

Toutefois, au ^{xviii}^e siècle, la race boulonnaise peuplait les écuries de la Picardie. On lui demandait les chevaux des relais de poste et du roulage, les « maréeuses » bien connues, qui remontaient le poisson des ports de pêche à Paris, à la vitesse horaire de quatre lieues, doublant quelquefois les étapes. Le commerce en était très prospère, et les éleveurs n'en demandaient pas davantage. Contribuer à la remonte de l'artillerie royale était le moindre de leurs soucis.

De là vient l'hostilité déclarée qui se manifesta contre l'institution des haras dès leur formation.

Colbert avait entrepris de rétablir un système de perfectionnement du cheval, basé sur le concours de l'industrie privée encouragée et soutenue par l'Etat.

Il importa à grands frais des étalons et des juments achetés en Turquie, en Hollande, en Danemark et dans la Frise. Des sommes énormes furent ainsi dépensées en pure perte, faute d'une adaptation suffisante au climat des sujets importés.

Le principe des haras nationaux était bon ; l'application en fut mauvaise et justifia les levées de boucliers.

Des règlements très précis déterminaient l'action de l'Etat sur la production des chevaux de guerre en même temps que sur celles de toutes les espèces propres aux travaux de l'agriculture, aux postes, au roulage, au halage, etc.

Un inspecteur dressait annuellement l'état du nombre et de la qualité des juments de sa circonscription et en assignait de 25 à 30 à chaque étalon approuvé, c'est-à-dire agréé par le garde des Haras pour faire la monte, en foi de quoi il portait comme signe distinctif la lettre L, marquée au fer rouge sur la cuisse. Cette marque, qui dépréciait les sujets qui la subissaient fut, par la suite, remplacée par un plomb aux armes royales, attaché à la crinière. Le garde-étalon était généralement un fermier aisé. C'était, par ses fonctions, un personnage qui jouissait d'un certain nombre de privilèges : exemption de charges publiques, de corvées, de convois militaires ; capitation notablement réduite ; exemption de milice pour son fils, etc...

En retour, l'étalon ne pouvait servir ni au carrosse, ni à la chaise, ni aux charrois, ni à la charrue, autant de prescriptions que la soif du gain faisait éluder. A peine les étalons étaient-ils approuvés que l'administration les perdait de vue. En principe, chacun d'eux était présenté une fois l'an à la visite de l'inspecteur. Il est entendu que ce dernier, « séduit par les politesses dont on l'accable au cours de ses tournées, déclare invariablement l'animal en parfait état. » (1)

Pour ces raisons, et pour bien d'autres encore, le vœu général était la suppression des haras. On le retrouve en termes énergiques dans tous les cahiers du Tiers-Etat. Ces établissements étaient considérés comme préjudiciables à l'amélioration et à la propagation des espèces chevalines.

Les éleveurs avaient en effet surtout en vue la production des chevaux nécessaires aux travaux de la culture et aux entreprises de transport.

« Le principal objet que l'on doit se proposer est d'aider la fécondité des cavallés, sans avoir trop d'égards à la qualité de ce qu'elles produisent, parce que dans un royaume, il faut des bestiaux pour toutes sortes d'usages et pour toutes sortes de personnes. » (Cahier de doléances en 1789).

(1) Arch. de la Somme. C. 135.

« Les haras sont préjudiciables et oppressifs, plus nuisibles qu'utiles à la propagation des chevaux. » (Beutin).

« Avant cet établissement, les cultivateurs tiraient de leurs juments des productions plus nombreuses et plus marchandes. » (Bezinghem).

« Les haras nuisent essentiellement au commerce des chevaux qui fait le revenu des cultivateurs. » (Fiennes).

« L'établissement des haras oblige les cultivateurs à se servir souvent de très mauvais chevaux qui, après avoir été refusés par les maîtres du haras, en sont ensuite reçus moyennant quelque gratification et cause ainsi une très grande rareté des poulains. » (Saint-Etienne).

On pourrait multiplier ces citations.

Dans l'envoi par l'administration des étalons royaux, favorisant la production du cheval de guerre et du cheval de luxe, propriétaires et fermiers entrevoyaient l'abâtardissement des races locales.

De 5 à 6.000 poulains de six mois (valant 20 écus, soit 160 fr.) et de 18 mois (valant 40 écus), provenant des foires automnales du Boulonnais passaient chaque année dans le Vimeu, « véritable école de travail pour obtenir des chevaux de trait vigoureux » (1). Le Vimeusien faisait travailler les jeunes élèves sans les fatiguer jusqu'à 3 ans et demi, quatre et cinq ans, se dédommageant par le service qu'il en exigeait des frais d'entretien. Il les vendait ensuite sur les marchés d'Abbeville, Blangy, Gamaches, Oisemont.

Telle était la spéculation chevaline en Picardie à la fin de l'ancien régime. On constate déjà l'association que nous retrouverons plus étroite de nos jours, d'une région de production, le Boulonnais, et d'une région d'élevage, le Vimeu.

Le cri de détresse et de révolte des éleveurs picards se fit hautement entendre contre l'administration des haras.

(1) Bignon, Intendant de Picardie, Mémoire sur la Généralité d'Amiens, 1698.

Arch. de la Somme. C. 135. Mémoire sur les haras. 1765.

L'Assemblée provinciale de 1787 s'occupa tout spécialement d'un projet de réorganisation consistant à réduire le monopole administratif et à encourager l'industrie privée.

Les cultivateurs devenaient libres d'employer des étalons de leur choix et d'établir des haras particuliers. L'Etat, pour sa part, répartissait 60 étalons dans la province, distribuait des primes, et organisait au centre du Vimeu (1) un dépôt particulier subventionné par le roi (18.000 livres) et par la région (10.000 livres).

L'unanimité se fit pour condamner le régime des haras et réclamer leur suppression pure et simple, les sommes considérables qui leur étaient affectées devant être distribuées aux éleveurs par les soins de l'Assemblée provinciale.

Il n'était pas possible de traiter de l'élevage du cheval sous l'Ancien Régime sans dire un mot des polémiques nées de l'institution des haras.

Celle-ci, en effet, était, en bien ou en mal, intimement liée à la production chevaline de l'époque ; de plus, la question qui passionnait jadis reste entière de nos jours ; les arguments des éleveurs du XVIII^e siècle, leurs suggestions, leurs récriminations aussi, gardent actuellement toute leur valeur. Ainsi les naisseurs du Boulonnais exprimaient, vers 1750, leurs appréhensions de voir disparaître le « pommelé » caractéristique du gros et du petit boulonnais, sous l'effet du croisement avec des étalons danois ou flamands de robe noire ou baie. De nos jours, la lutte reste ouverte et chaude, entre les partisans du cheval type, gris plus ou moins foncé, et ceux qui, donnant le pas aux considérations d'ordre économique sur les considérations esthétiques, veulent faire du boulonnais de couleur sous la pression des demandes du commerce

(1) A Saint-Maxent (canton de Moyenneville).

2° Espèce bovine

Elle fut moins que les espèces chevaline et ovine l'objet de la sollicitude des pouvoirs publics et, d'une façon générale, sa situation était précaire.

En Picardie, tout particulièrement, la disette de fourrage limitait le nombre des bêtes à cornes, du moins avant la vulgarisation des prairies artificielles et les tentatives de dessèchement des marais. Sur les plateaux, désignés sous le nom de « Haut-Pays » ou « Hautures », par opposition aux « Bassures » inondées pendant huit mois de l'année, le laboureur ne pouvait entretenir que le nombre de vaches utiles pour fournir le lait et le beurre de sa famille et d'une clientèle fort restreinte.

Le fermier riche possédait une vache par 10 arpents (5 hectares), le fermier moins aisé en possédait une par 20 arpents. Si l'on tient compte de celle que le ménager nourrissait le long des chemins ou qu'il envoyait au troupeau commun, la moyenne des bêtes à corne n'était guère que d'une tête par 15 arpents de culture ». (1)

La plupart appartenaient à la variété « picarde », se différenciant de la race flamande par une moindre perfection des formes, par l'apparition de taches blanches sur le pelage de fond rouge et par la diminution de l'aptitude laitière.

Le commerce était à peu près nul en dehors des transactions purement locales.

Aucune méthode rationnelle ne présidait à l'exploitation des vaches laitières. Durant l'hiver, le bétail était enfermé dans des étables mal construites et peu hygiéniques. L'été se passait au pâturage ; les animaux y demeuraient jour et nuit ou étaient rentrés le soir par un berger communal.

Un traité d'économie rurale du XIII^e siècle évalue le produit en lait ou en fromage d'une vache bien nourrie à 93 deniers

(1) Arch. nationales. F. ¹⁰ 1 bis.

pour les six mois qui s'écoulaient du 15 avril au 15 octobre, et à 10 deniers seulement pour les six autres mois.

Ces chiffres montrent que les vaches d'autrefois ne produisaient rien ou à peu près pendant la moitié de l'année. Tout ce qu'elles pouvaient manger durant l'hiver les empêchait seulement de mourir.

Ce faible rendement fut augmenté à partir du ^{xvii}e siècle, grâce aux perfectionnements de l'élevage, et surtout à l'importation de vaches flandrines, par laquelle on obtint des sujets donnant du lait toute l'année.

En Picardie comme en Flandre, on ne se contentait pas, en été, de la nourriture tirée du pré. Pour rendre les vaches plus abondantes en lait, on leur préparait à l'étable, pour le soir, à boire et à manger. On leur donnait du « drac » ou « drèche », marc de l'orge qui a servi à la fabrication de la bière, des tourteaux de colza, aliments qui augmentaient le rendement laitier dans de notables proportions. Une vache ainsi nourrie donnait deux seaux de lait par jour. L'hiver, les bêtes recevaient du foin, du trèfle, de la paille de blé, des fanes de fèves, des choux, des carottes et des raves, le tout en quantités plus ou moins abondantes suivant les ressources locales.

L'usage était en outre général de donner du sel. Le système de vaine pâture était peu propice au développement des animaux et à la production du lait.

Les contrôleurs généraux, s'adressant aux intendants, ne cessaient de répéter à partir de 1750 : « multipliez les prairies artificielles et le bétail se multipliera, l'un sera la conséquence de l'autre ».

L'économiste Gilbert, dont il a été question plus haut, s'éleva contre l'usage d'attacher les bestiaux sur les prairies artificielles pendant près de la moitié de l'année.

Il préconisait, à l'instar de ce qui se passait en Suisse, en Allemagne, en Flandre, la distribution de la nourriture à l'étable et la sortie des animaux durant quelques heures. Ce faisant, on augmentait la production du lait et celle de l'engrais.

Suivant les régions, leurs ressources et leurs besoins, on pratiquait l'élevage des jeunes ou l'on tirait parti du lait, soit en nature, soit transformé en beurre ou en fromages et l'on vendait le foin.

En 1786, pour remédier au « dépérissement de l'espèce bovine », on proposait d'interdire l'abatage des veaux femelles et d'attribuer des primes de 20 sols la première année, de 30 sols la seconde, de 40 sols la troisième, pour toute génisse parvenant à cet âge. La prime était imputable en partie aux fonds destinés à l'encouragement de l'agriculture.

La situation de l'élevage bovin, devenue critique à la fin du XVIII^e siècle, détermina le gouvernement à se montrer plus soucieux de cette partie du patrimoine national.

Le bétail fut enfin considéré comme partie intégrante de la richesse des villages et Lavoisier proclama « l'utilité multiple des animaux en raison de l'engrais qu'ils fournissent à la terre, de leur chair qui sert de nourriture à l'homme, de leurs cuirs ou de leurs laines destinées à le vêtir ».

Le Comité d'Administration de l'Agriculture, désireux de procurer aux habitants des campagnes de belles et bonnes races de bestiaux, s'occupa d'importer des taureaux et des vaches d'Allemagne et de Suisse.

En dépit de tous ces efforts, les plaines crayeuses de Picardie ne devinrent de bonnes terres nourricières et peuplées d'un abondant troupeau que plus tard, sous le Directoire, lors de l'extension des prairies artificielles. Le nombre des bestiaux augmenta de plus d'un tiers en peu d'années, mais ce ne fut qu'entre 1800 et 1820 que l'élevage bovin connut, grâce aux nouvelles doctrines culturelles, tout son épanouissement.

3^e Espèce ovine

La Picardie, par la nature sèche de son sol crayeux, a toujours été aussi favorable à l'élevage du mouton que les plaines de la Champagne et du Berry. Le mouton est, par excellence, le bétail des vastes domaines et des friches aux longs parcours.

Dès le Moyen-Age, les habitants du Marquenterre en entretenaient jusqu'à 8 et 10.000 dans les immenses pâturages disputés à la mer et connus sous le nom de « molières ». La grande ressource des Bas-Champs consistait en troupeaux que des bergers communaux menaient paître dans les marais, ou à marée basse dans les « molières » ou « rencloîtres ». Il existait alors une étendue considérable de communaux sur lesquels paissaient les animaux, mais ils étaient aussi une source de contestations et de conflits sans nombre quand des territoires voisins appartenaient à des seigneurs différents. Les paroisses ne pouvaient s'entendre pour organiser quoi que ce soit en vue de les améliorer. Un certain nombre de généralités en demandèrent le partage. Celui-ci n'eut aucun succès dans la généralité d'Amiens.

Le dessèchement des marais, excellent moyen d'encourager l'élevage, fut poursuivi avec un certain profit dans les environs de Péronne, dans la vallée de l'Authie et dans le Marquenterre.

La laine alimentait les fabriques de villes « drapantes » comme Rue, Abbeville, Amiens. Elle était le seul rapport escompté des troupeaux, dont l'état, au demeurant, était misérable.

Au XVIII^e siècle, l'Etat rentra en possession des marais et des molières qui, depuis le moyen-âge étaient propriétés communales. Il ne laissa aux communes que le strict nécessaire, les privant de leurs pâturages immémoriaux. Les terres jusqu'alors « vaines et vagues » furent concédées, desséchées ou rencloses, et l'élevage du mouton déclina.

Néanmoins, toute exploitation picarde de quelque importance gardait un troupeau de bêtes à laine ; chaque paroisse avait le sien ; l'élevage de l'agneau se pratiquait sur une grande échelle.

D'après les « Archives de la Somme » (1), l'état des moutons dans chacune des communautés de l'Election de Doullens, était le suivant, vers 1750 :

(1) Arch, de la Somme C. 268. 1762.

« Des 191 villages, 164 seulement ont déclaré l'état des troupeaux. Il s'y trouve 39.763 bêtes à laine ; Beauval : 1.006 — Fienvillers : 785 — Prouville : 658 — Querrieu : 625 — Warloy : 611 — Talmas : 1162 — Villers-Bocage : 696... Il se peut que l'état ne soit pas exact, parce que dans beaucoup de villages, on a soin de soustraire un tiers ou un quart des moutons lors de la confection du rôle de la taille. » (Lettre du subdélégué de Doullens).

Le Santerre se montrait particulièrement propre à l'« éducation des bêtes à laine ». La race flandrine était la plus répandue, représentée par des bêtes sans cornes, à tête blanche, à oreilles soyeuses et pendantes.

Les variétés picarde et santérienne étaient autant de croisements sans traits caractéristiques, par suite de la négligence des propriétaires de troupeaux qui achetaient des animaux de remplacement sans exercer aucun choix.

Les santériens croisés avec les flandrins donnaient des sujets porteurs de toisons pouvant rivaliser avec les meilleures laines étrangères.

Le type du mouton santérien était le suivant :

« Trois pieds de longueur sur deux pieds quatre pouces de hauteur. Il a le col long de huit pouces, et la tête de même longueur, les oreilles courtes et non larges. Il peut peser gras d'herbage 40 à 50 livres, et engraisé, de 60 à 80 livres. Une belle toison en suint pesait 8 livres ». (1)

On trouvait en outre quelques moutons normands et hollandais introduits vers 1750 dans certains cantons, et qui donnaient d'excellente laine.

Young prétend que la laine de France est partout de qualité inférieure, et cette infériorité, selon lui, serait due à l'insalubrité des bergeries, qui ne sont nettoyées qu'une fois l'an et à la « détestable manière de gouverner les moutons uniquement nourris à la paille, c'est-à-dire affamés pendant l'hiver parce qu'il n'existe pas depuis un bout du royaume jusqu'à l'autre

(1) Arch. de la Somme. C. 268²⁰. Mémoire sur les bêtes à laine du Santerre.

un seul fermier qui fasse provision de fourrage exprès pour eux, ce qu'un bon fermier anglais ne manque jamais de faire ». (1)

Un troupeau se renouvelait tous les cinq ans ; le propriétaire en vendait annuellement une partie qui était remplacée par les agneaux.

Depuis le mois de novembre jusqu'au mois de juillet, les moutons se nourrissaient à l'étable. Pendant le reste du temps, ils n'avaient d'autre alimentation que celle qu'ils trouvaient dans les champs moissonnés et sur les friches. La tonte avait lieu à la fin du mois de mai ou au début du mois de juin. L'époque de celle-ci fit couler beaucoup d'encre. On attribuait la mauvaise qualité des laines, dont l'industrie se plaignait, à l'usage qui prévalait en maints endroits de tondre trop tôt, alors que la laine n'a pas encore atteint la maturité. Si la tonte a lieu prématurément, la toison pèse un tiers en moins ; si elle est trop tardive, il y a déchet de tout ce qui se perd aux ronces du chemin.

En vue de procurer à nos laines les qualités qui leur permettraient de concurrencer avantageusement leurs rivales, et d'affranchir nos manufactures de la dépendance de l'étranger, Colbert et ses successeurs entreprirent d'améliorer nos races locales par l'importation de reproducteurs anglais, castillans ou hollandais, qui devaient régénérer à la longue nos troupeaux.

Par fraude, pour tromper la vigilance des Anglais attentifs à empêcher l'exode de leurs animaux de race, 3 béliers et 6 brebis du Lincolnshire furent, à grands frais importés d'Outre-Manche dans la Généralité d'Amiens. Mais il fallut compter avec l'insuffisance de nos pâturages, l'influence du climat et le défaut de soins. Les sujets améliorateurs devinrent languissants, et leurs produits ne tardèrent pas à dégénérer. Il aurait fallu les soumettre au régime des parcs et adopter l'éducation anglaise du troupeau (2).

(1) Arthur Young. Voyages en France pendant les années 1787-88-89.

(2) Arch. de la Somme. C. 268¹².

C'est ce que fit dans le Marquenterre M. de Lormoy, dont les troupeaux étaient connus à la Cour de Versailles, et dont les produits étaient très recherchés. La reine Marie-Antoinette fit venir 12 brebis de choix à Trianon, qui surent attirer l'attention admirative du roi (1).

Cependant, aucun fermier de Picardie ne chercha à imiter les établissements de M. de Lormoy, qui excitèrent la jalousie plutôt que l'émulation, et la situation allait s'aggravant. Les défrichements autorisés en 1766 réduisirent considérablement les surfaces de pacage, et telle paroisse qui nourrissait jusqu'à mille bêtes à laine n'en comptait plus que la moitié.

En 1787, Louis XVI inaugura en France le système des « parcs à l'anglaise », précurseurs des bergeries royales. La direction en était confiée à des praticiens intelligents auxquels l'Etat fournissait des béliers provenant d'Espagne, d'Angleterre ou d'Asie.

Ces dépositaires étaient personnellement exempts de toute espèce d'impositions, et ils recevaient chaque année une quantité de sel en rapport avec l'importance de leur troupeau.

Les volontaires furent très rares et les intendants durent souvent imposer la garde de ces parcs.

Le marquis d'Hargicourt, toutefois, s'engagea à soigner les animaux qui lui seraient confiés, « non seulement en amateur, mais en homme comblé de coopérer au bien que ses compatriotes doivent attendre des parcs à l'anglaise et heureux d'être pour quelque chose dans les vues bienfaisantes du gouvernement » (2).

« A la même époque, il y avait dans le parc de Boves-lez-Amiens, concédé à M. Delahaye : 190 brebis de pays, toutes de premier choix, 2 brebis anglaises, 4 béliers anglais et 2 béliers de Barbarie, achetés à Andrinople ». (3).

(1) Arch. de la Somme C. 380¹².

Arch. nationales F. 40 4^{bis}.

(2) Arch. de la Somme : C. 389 - 1787.

(3) Arch. de la Somme : C. 386¹².

Malgré tant de sacrifices et d'efforts, la France en était réduite à importer pour 27 millions de laine en 1790, le gouvernement ayant commis l'erreur de confier l'acquisition puis l'entretien des animaux destinés à régénérer nos races abâtardies à des gens dont la profession et les travaux étaient étrangers à la culture et à l'élevage.

Le succès des parcs dépendait uniquement des hommes chargés de les diriger, et la France aurait pu, au prix d'un choix judicieusement exercé, à l'abri de l'intrigue, produire des laines rivales heureuses des meilleures sortes provenant d'Espagne ou d'Angleterre.

Par ordre de Turgot, 342 brebis et 42 béliers furent importés de Ségovie à Rambouillet, pour constituer la tribu célèbre dont la Bergerie nationale conserve encore des descendants. De ce moment, date l'influence améliorante de la race mérinos sous laquelle les toisons françaises finirent par ne le céder en rien à celles d'Espagne. Daubenton en donna la preuve en essayant nos laines ainsi améliorées pendant 18 ans dans les manufactures de draps fins d'Abbeville.

La Révolution vint interrompre les efforts tentés en vue d'améliorer nos races, la laine étant toujours considérée comme le produit principal, et la viande comme le produit accessoire.

Les améliorations amorcées devaient donner toute leur mesure par la suite, comme nous le verrons plus loin.

Cette rapide revue de l'état de la culture et de l'élevage en Picardie, sous l'Ancien Régime, nous montre une véritable prédestination, une vocation de cette province pour ces deux branches de l'économie rurale.

Par leurs caractères physiques, les grandes plaines de limon et de craie comprises entre la région flamande et la région parisienne sont vouées au labour et à l'élevage qui, très tôt, y furent en honneur.

Le pays a trouvé son intérêt à s'attacher au progrès de l'agriculture, et cela, non seulement parce que les produits

alimentaires sont indispensables, mais encore parce que le département forme, par la nature de son climat, de son sol et par les mœurs de ses habitants, une région essentiellement agricole.

L'empirisme régnait, la routine était maîtresse, mais, néanmoins, la consultation des textes de l'époque indique un désir de mieux faire pour mieux produire.

Ce qui frappe déjà, c'est l'interdépendance étroite de la culture et de l'élevage. C'est de la terre cultivée, du champ labouré que le bétail reçoit ses moyens d'existence. En retour, il lui restitue par ses excréta une part de la fertilité enlevée par les récoltes.

Cette interdépendance nous apparaîtra de plus en plus précise dans les pages qui vont suivre, et dans lesquelles nous allons aborder l'étude de la production animale de nos jours, en fonction de la production végétale.

Dans la Picardie de l'Ancien Régime, en un mot, s'ébauche déjà la région hautement spécialisée dans les spéculations agricoles qu'est devenu par la suite le Département de la Somme.

CHAPITRE III

LA PRODUCTION ANIMALE DE NOS JOURS

L'élevage s'est transformé à mesure que le sol se modifiait. L'amélioration des cultures et celle de l'élevage sont le double bénéfice des travaux inaugurés à l'instigation des Encyclopédistes, des agronomes et des Physiocrates du XVIII^e siècle; mais, « rien n'a changé dans la nature même du pays, dont l'économie rurale présente encore l'heureuse combinaison de deux tempéraments; le labour et la pâture ». (Demangeon).

Le nombre des bestiaux s'est considérablement accru, et leur répartition s'est modifiée par adaptation aux différents modes de culture.

Plusieurs faits, qu'il nous faut analyser, sont à l'origine de ces changements profonds.

Et tout d'abord, l'introduction et la généralisation des prairies artificielles ont eu pour corollaire un développement du bétail inusité jusqu'alors. Les cultivateurs assurés de grosses ressources fourragères n'eurent plus à restreindre volontairement leur production. Les troupeaux purent se multiplier, et satisfaire au double besoin de viande et de fumier qui se faisait de plus en plus sentir.

La consommation de viande était extrêmement faible sous l'Ancien Régime. La denrée était rare, donc chère. Les petites gens n'en consommaient point et les autres préféraient la marée et la venaison. La viande n'avait pas pris rang parmi les valeurs appréciées. Avec le XIX^e siècle, la demande en

•

•

augmenta rapidement, encourageant la production d'animaux de boucherie. (1)

D'autre part, l'unanimité se fit chez les cultivateurs picards pour reconnaître que la production de fumier, engrais essentiel sur leur sol et avec leur mode de culture, était insuffisante, parce que le bétail était trop peu nombreux. En effet, il faut en moyenne une tête de bétail par hectare pour produire la quantité de fumure qui convient pour assurer une bonne fertilité. Or, il n'en existait guère qu'un tiers ou une demie au début du xix^e siècle, mais les progrès ont été rapides dans ce sens.

Enfin et surtout, la culture de la betterave, en pénétrant dans l'assolement, a réalisé une véritable révolution agricole. Les labours profonds et les façons multiples qu'elle nécessite ameublissent la terre ; les engrais indispensables en quantités massives l'enrichissent, le rendement en blé augmente considérablement pour de mêmes emblavements, et devient rémunérateur. La pulpe, résidu de l'industrie sucrière, constitue une excellente nourriture pour le bétail ; il en résulte un gros accroissement de la quantité de fumier disponible, donc un surcroît de fertilité, s'ajoutant, comme profit, aux revenus d'une belle production de viande. C'est au point, qu'en certains endroits, on renonce, pour la betterave, à la richesse sucrière, pour cultiver des espèces très prolifiques (demi-sucrières), laissant des résidus abondants pour l'alimentation.

Par ailleurs, l'apparition des chemins de fer et la facilité des transports qui en découle assurant à toute contrée la possibilité de se procurer les denrées qu'elle produit malaisément, permettent à chaque sol de suivre sa vocation, aux cultures de s'adapter aux terrains et aux climats qui leur conviennent le mieux.

Il s'ensuit que certaines régions privilégiées ont pu se consacrer exclusivement ou presque, les unes à faire naître,

(1) De cette époque (1830-1850) date l'apparition de la grande industrie qui a déterminé l'accroissement énorme des populations des villes et des bourgs, populations consommatrices de viande.

les autres à élever le bétail ; d'autres encore à l'exploiter sous forme d'animaux de travail ou de rente dans les pays de grande culture.

Les communications, mieux garanties, assurant la vente et élargissant le marché, ont donc aussi contribué à accroître le cheptel.

En résumé ce dernier s'est considérablement augmenté et s'est adapté par régions, comme nous allons le voir, sous les influences multiples :

a) des prairies artificielles, productrices de larges ressources alimentaires ;

b) des besoins sans cesse croissants en viande et en engrais naturel ;

c) de la culture de la betterave apportant son très large appoint à l'alimentation des animaux ;

d) des communications rendues de jour en jour plus faciles, et permettant tous les échanges, donc toutes les spécialisations.

Au point de vue de la distribution géographique, on observe un certain parallélisme entre l'élevage d'une part et la culture d'autre part, qui se trouvent une nouvelle fois en étroite corrélation.

Pour l'un comme pour l'autre, il y a une opposition frappante entre la région orientale du département, où règne la culture intensive, et la région occidentale, de culture moins avancée. Dans le Santerre, la spéculation agricole repose beaucoup plus sur les produits du sol que sur le bétail.

Dans le Vimeu et dans la région de l'Authie, on demande beaucoup aux produits du bétail et moins à ceux du sol. Les terres en pente et caillouteuses sont moins fertiles que celles de la région limoneuse ; elles se consacrent chaque jour davantage à la production des plantes fourragères et à l'élevage des bestiaux.

Il existe donc deux zones nettement différenciées, l'une de culture intensive, l'autre d'élevage intensif.

Dans la première, le Santerre, aucun espace libre ne subsiste dans les champs intégralement utilisés pour la production de la betterave et du blé.

A peine les vaches sont-elles mises au piquet dans quelques rares parcelles exigües de trèfle ou de luzerne. Par contre, l'industrie sucrière met à la disposition des cultivateurs des quantités énormes de pulpe que le bétail consomme à l'étable. L'engraissement des bœufs de travail devient même une source de gros revenus.

Les animaux engraisés ne sont pas nés dans le pays. Ils proviennent en partie de la région occidentale qui peut, par ses pâtures, faire des élèves et, en partie, de régions nettement herbagères : Charolais, Mayenne, Cotentin. L'engraissement dure de 90 à 120 jours, en arrière-saison, ce qui présente le double avantage d'utiliser les déchets de betteraves et de fournir beaucoup de fumier.

Cette spéculation est appliquée en grand dans les fermes annexées aux usines, distilleries, brasseries, sucreries.

L'abondance de la nourriture et sa richesse nutritive permettent aussi le développement de la production du lait. Pulpes, tourteaux et drêches donnent des rendements laitiers surprenants.

Faute d'herbages pour lesquels il ne reste aucune place, cette région ne voit naître ni les chevaux qu'elle occupe, ni les bœufs qu'elle engraisse, ni même les vaches qu'elle nourrit.

Dans les régions d'élevage intensif, le Vimeu et le Ponthieu, les cultures riches comme celles de la betterave ne réussissent pas aussi bien en raison d'une moindre fertilité et d'une moindre profondeur de la couche arable, mais on rencontre des conditions meilleures pour l'élevage : grande humidité atmosphérique, sol imperméable, donc restant plus longtemps mouillé.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, c'est un pays de grasses pâtures et d'herbages qui se sont constitués en grande partie aux dépens des céréales. Les champs préalablement débarrassés soigneusement des mauvaises herbes (cypéracées,

joncées, centaurées), sont semés de bonnes graines de prairies (graminées et légumineuses) et abondamment fertilisés par des engrais.

L'élevage prospère encore dans certaines régions favorisées, comme les terrains de reaclôture et les anciens marécages drainés. Au pied de la falaise qui limite à l'est les Bas-Champs et le Marquenterre, on peut suivre du sud au nord, par Bruttelles, Noyelles, Rue, Quend, une large bande de verdure où paissent des bestiaux et des chevaux.

Dans ces dépressions humides, on entretient aujourd'hui des prairies bien drainées et bien fumées entourées de fossés ou de clôtures en fil de fer. Un arbre non équarri et couché en travers de l'entrée sert de barrière.

Le nombre des bestiaux qu'on y élève augmente à mesure que les communications mieux assurées en facilitent la vente.

Dans cette région occidentale, les fermes herbagères ont une situation plus satisfaisante que les fermes à céréales. Il leur faut moins de main-d'œuvre et il la faut moins intelligente. Leurs produits ne craignent pas autant les intempéries que les récoltes.

C'est à la classe des cultivateurs herbagers que les progrès de la viabilité ont profité davantage, permettant un facile écoulement de la viande, du lait, du beurre.

Une vieille réputation, justifiée d'ailleurs, s'attache à cette catégorie de cultivateurs du Vimeu et du Marquenterre (1).

De cet aperçu sur la répartition des diverses spéculations agricoles, il résulte que le département de la Somme fait une place très large à l'élevage et à l'exploitation du bétail. Le sol et le climat s'y prêtent ; les Picards excellent à en tirer parti ; en l'absence de toute race indigène, ils savent exploiter fructueusement celles des régions voisines.

(1) La seule fois que la prime d'honneur a échappé au Santerre, ce fut vers 1899, au bénéfice de la ferme de St-Jean-les-Rue à M. Béthouart père.

1° Population Chevaline

Elle est représentée par deux types ;

- a) le cheval boulonnais.
- b) le cheval de trait du Nord.

a) *Cheval boulonnais* : La race boulonnaise est de beaucoup la plus importante. Elle occupe les deux tiers du département ; mais c'est surtout dans le Marquenterre, le Vimeu et le Ponthieu qu'on la rencontre dans toute sa pureté.

Les Vimeusiens, en particulier, se sont de tout temps spécialisés dans l'élevage des poulains mâles qu'ils choisissent avec une habileté consommée et inégalée, dans les fermes ou aux foires du Boulonnais, Desvres, Marquise, Hucqueliers, Fruges, Fauquembergue, etc. Cette habileté, ils la doivent à une longue pratique du métier, à « leur constante habitude de ne pas juger les poulains seulement sur la mine, d'escompter l'origine de ceux qu'ils destinent à la continuité de l'espèce, de s'enquérir minutieusement de ce qu'étaient les pères et mères, ainsi que les grands parents, et de ce qu'ils ont fait. » (Viseur).

Dès l'âge de 1 an (laitérons) ou de 18 mois, l'élite du Boulonnais se trouve ainsi réunie dans le Vimeu, région d'élevage par excellence où tout ce qui subsiste de culture a pour objectif principal l'alimentation du cheval : trèfle, sainfoin, hivernage, luzerne et warrats.

Elle y est l'objet de soins jaloux, sinon toujours éclairés. A partir d'octobre, les plus petits cultivateurs, les ménagers même ont au moins un poulain chez eux.

Jusqu'au mois d'avril, les élèves sont condamnés à la stabulation permanente, dans des écuries le plus souvent basses, sans air ni lumière. Ils sont attachés en une travée, sans aucune séparation, avec suffisamment d'espace pour se mouvoir, mais pas assez pour pouvoir ruer ou frapper. Ils y gagnent cette grande douceur qui reste plus tard une de leurs caractéristiques.

Ils sont soumis à un régime alimentaire assez particulier et qu'on peut qualifier d'excessif. La mangeoire et le ratelier sont garnis en permanence, et une provision de fourrage se trouve à la porte d'entrée, qui permet de combler les vides à mesure qu'ils se produisent. Ainsi, les animaux mangent constamment, à leur gré, en petites quantités à la fois ; n'étant jamais poussés par la faim, ils prennent leur temps, mâchent lentement, et la variété des aliments empêche la satiété. Il n'y a jamais de querelles devant le ratelier vide et jamais de coups de pied. Les digestions sont bonnes, et les nuits paisibles.

Le foin est la partie la moins importante du régime ; on distribue abondamment des fèves, lentilles, hivernages, warrats, des carottes, de l'avoine enfin, 8 à 12 litres, et jusqu'à 16 litres par jour.

L'abreuvoir se fait à une auge dans l'écurie même.

Les animaux se trouvent donc soumis à un véritable engraissement qui dépasse souvent les limites du beau.

Tous les élèves d'une même écurie ne sont pas également poussés. Ceux qui sont prêts pour la revente sont l'objet de plus de soins et bénéficient d'un régime plus substantiel encore. Ils occupent une place privilégiée et d'autres leur succèdent par roulement quand ils sont vendus.

Aussi trouve-t-on chez les éleveurs en juin, juillet, août, des sujets pléthoriques débordant d'embonpoint et d'ardeur juvénile, attachés au ratelier depuis 8 ou 10 mois, et n'ayant jamais ou presque jamais été exercés au pas ou au trot.

Contrairement à toute attente, après un tel régime, le poil reste court et soyeux, les membres nets, les allures franches et faciles.

Cependant, il y a une tendance à réagir contre cette longue claustration. De plus en plus, le poulain, à son arrivée en Vimeu, est laissé en liberté dans le verger attenant à chaque habitation rurale. Il y trouve un gazon fin et serré, et y prend un salubre exercice.

Plus tard, au printemps, on l'attelle à la charrue avec des

animaux plus âgés, servant de moniteurs; il fait ainsi son apprentissage sans être surmené.

Les élèves vimeusiens sont revendus à 3 ans et demi, 4 ans ou 5 ans, et, par le travail fourni, ils dédommagent partiellement l'éleveur de leur entretien.

C'est principalement autour d'Oisemont que se concentre cet élevage intensif, et c'est aux foires de Blangy, Gamaches, Oisemont, Abbeville, que les régions de grande culture viennent s'approvisionner en chevaux de trait qui se répandent dans le Santerre en particulier, mais aussi dans le Nord, en Seine-Inférieure, dans le Beauvaisis, le Soissonnais, etc...

Certains sujets de grand choix retournent dans le Bas-Boulonnais, comme reproducteurs et c'est surtout aux foires d'Oisemont qu'ils sont présentés, ainsi que tous les meilleurs produits de l'élevage vimeusien.

Le marché de Gamaches écoule les sujets moins distingués.

Deux fois l'an, à Abbeville, se tient un marché très important d'où s'enlèvent d'excellents chevaux entiers de 4 à 6 ans qui ont fait la monte et servi aux travaux des champs de la région. Ces animaux, en pleine vigueur, sont dirigés sur Lille, Rouen, Paris et sur les carrières de l'Oise.

La demande ayant augmenté, les achats commencent en février, mars et les écuries des éleveurs sont visitées par les acheteurs qui traitent sur place et embarquent aux gares d'Oisemont ou de Gamaches les meilleurs élèves destinés à la Normandie, au Santerre, au Vermandois, au Soissonnais. Il s'ensuit que les marchés sont appauvris d'autant, et que tel, qui comptait il y a quelques années 5 à 600 têtes, n'en compte plus que 100 à 150.

Avant la guerre, on ne trouvait dans le Vimeu que des poulains mâles que le Boulonnais faisait naître mais ne pouvait nourrir. Depuis, les éleveurs du Pas-de-Calais, puissamment encouragés par leur Conseil général, conservent leurs meilleurs poulains et la production des jeunes étalons — si on en excepte quelques belles écuries, celles de M. de Wazières,

à Terramesnil et de M. Pouilly à Ponches-Estruval, en particulier — reste localisée maintenant dans le Boulonnais.

Les éleveurs de la Somme se sont mis à faire naître. Chaque petit propriétaire possède une jument inscrite au Stud-Book et il la fait pouliner. Le Marquenterre produit le gros boulonnais à encolure épaisse, à poitrine large, aux reins puissants, à la croupe volumineuse. Le Vimeu produit un type plus affiné, d'aspect plus léger bien qu'ayant toujours une imposante musculature.

« Les Vimeusiens, en achetant les poulains boulonnais pour les conduire sur leur plateau fertile, en les spécialisant pour les services de la reproduction et des lourds charrois, en leur ouvrant de seconde main des débouchés dans les départements voisins, servent l'expansion et la bonne renommée de la race boulonnaise » (Viseur).

En fait, le Boulonnais et le Vimeu sont deux régions étroitement associées dans la production d'un type déterminé de cheval de trait.

La première est la région productrice, qui fait naître, où la surface ensemencée étant minime, des poulinières suffisent aux travaux.

La seconde est la région d'élevage proprement dite, presque entièrement emblavée, et qui se trouve bien de disposer d'un grand nombre de jeunes chevaux à un âge où ils sont aptes au labour.

Ce dédoublement de l'élevage est un cas particulier de la spécialisation agricole qui caractérise l'époque actuelle.

Cette ingénieuse combinaison est en tous points avantageuse.

La région qui fait naître est dispensée de garder de jeunes animaux qu'elle ne pourrait nourrir ; elle peut donc multiplier sa production.

La région d'élevage est délivrée du souci d'entretenir des poulinières et des laiterons dont elle n'aurait pas l'emploi. Il s'ensuit que la première cultive avec des juments et la seconde avec des chevaux.

Les produits y trouvent également leur compte. Les besoins d'un cheval ne sont pas les mêmes en effet aux différents âges. Avant le sevrage, le poulain ne reçoit ni fourrage, ni grains ; un pays assez pauvre comme le Boulonnais peut donc en nourrir un grand nombre pourvu qu'il dispose de ressources suffisantes pour l'alimentation des poulinières.

Après le sevrage, jusque vers 2 ou 3 ans, il se contente d'herbe, de fourrage ; une contrée riche en pâtures, comme le Vimeu, peut l'élever commodément.

Après 2 ou 3 ans, jusqu'à la vente au commerce, le cheval devient plus exigeant ; il est en pleine croissance, et il faut donner aux grains une large place dans la ration. Un pays producteur de céréales convient à ce moment, pourvu qu'il dispose en outre de quelques prairies artificielles, ce qui est d'autant plus facile et avantageux que ces dernières sont une bonne préparation de la terre pour le blé et l'avoine.

Ainsi, l'élevage du cheval rencontre les conditions les plus favorables quand il commence dans un pays d'herbages et se poursuit dans un pays de culture.

A cet égard, le Boulonnais n'a eu qu'à se louer du voisinage de la Picardie, et le département de la Somme aux aptitudes agricoles si variées est un merveilleux champ d'expérience et de réalisation. Il faut en effet noter l'extrême importance de la nature des terrains dans les pays de culture où s'achève l'éducation des jeunes chevaux. A ce point de vue, les sols calcaires recouverts de limon, qui se travaillent aisément, sont on ne peut plus propices à la bonne mise en condition des élèves.

Le Santerre se trouve donc compléter admirablement le Vimeu pour parachever le cheval boulonnais, « gloire de la contrée, superbe animal, au puissant athlétisme, aux formes rustiques, aux allures faciles et rapides, à l'âme courageuse ! » (Hippolyte Charles).

b) *Cheval de trait du Nord.* — Dans l'est du département, et en particulier dans la région dévastée, le cheval de trait du

Nord a pris une importance qu'il ne connaissait pas avant la guerre.

L'introduction sous forme de restitutions par les Allemands de chevaux belges et ardennais, l'établissement dans la région de fermiers belges, sont les principales causes de cette évolution.

La race ne s'y présente pas avec une homogénéité égale à celle de la race boulonnaise. Les conditions de la culture (culture intensive), ne se prêtent pas non plus au développement de l'élevage. Néanmoins, l'introduction de bons étalons, la création de nouveaux herbages, l'action du Stud-Book du cheval de trait du Nord, sont autant de circonstances heureuses qui favorisent la production du cheval dans cette partie du département.

Issu de soigneux croisements de la race française des Ardennes avec la race brabançonne, il s'impose dans une contrée où les cultures intensives ainsi que l'industrie nécessitent des chevaux vigoureux, capables de faire des labours profonds en terres fortes et de traîner de lourdes charges.

Massif, musclé, avec de bons pieds à talons forts, de bons aplombs, une robe foncée séduisante, il est d'un caractère calme et tranquille. C'est un bon serviteur de conduite facile, généreux et convenant à merveille aux divers travaux de la culture betteravière et aux gros transports du commerce et de l'industrie.

Placé au voisinage immédiat du berceau de la race (Cambrésis), l'arrondissement de Péronne est devenu, pour le cheval de trait du Nord, un peu ce que le Vimeu est pour le cheval boulonnais.

« Même avant la guerre, le cheval de trait du Nord était bien représenté dans toutes les bonnes écuries de la région de Péronne : celles de MM. Pépin à Moislains, Delorme à Sancourt, Pointier à Croix-Molignaux, Puche à Misery... Presque tous les animaux furent volés ou tués, mais en Picardie, comme dans le Hainaut français, la restauration de l'élevage a été prompte et habile.

Des éléments bien typés ont été achetés dans le pays d'origine, en Belgique, d'autres retrouvés dans les régions libérées françaises et belges, d'autres enfin reçus d'Allemagne au titre des restitutions » (article de M. P. Dubois cité par M. Montsarrat, dans sa thèse sur *Le Cheval de trait du Nord*).

En 1921, fut inauguré à Péronne un concours départemental préparatoire au grand concours annuel de la race, qui se tient à Cambrai, et auquel seuls peuvent être présentés les chevaux inscrits au Stud Book spécial.

Ces concours connaissent depuis cette époque un succès qui va croissant. Les réunions de Péronne ne peuvent que provoquer l'extension de la production chevaline.

« Ainsi, la Somme, enrichie déjà par le gros élevage des poulains boulonnais dans le Vimeu, est dotée d'une nouvelle spéculation animale ; Péronne renaissante serait peut être appelée à devenir un fort marché de chevaux de trait du Nord, le pendant du vieux marché d'Abbeville pour les chevaux de trait boulonnais ». (P. Dubois).

2^o Population bovine

Depuis le commencement du XIX^e siècle, la production du bétail et la valeur de cette production ont subi une progression constante. Le rôle du cheptel est mieux compris ; celui-ci n'est plus seulement un mal nécessaire, utile par le fumier qu'il produit ; il est devenu un but, et non plus seulement un moyen.

Les progrès de la culture, l'introduction des plantes sarclées et des plantes fourragères, la suppression des jachères, l'emploi des engrais chimiques, en accroissant les récoltes et les moyens d'alimentation, ont permis de développer la population des étables.

La culture des céréales n'étant pas toujours rémunératrice, un intérêt certain s'est attaché vers le milieu du XIX^e siècle à la transformation du mode d'exploitation en basse Picardie, où on trouve de moins en moins de champs cultivés, moins de

blé et de céréales qui ne paient pas ou paient mal ; mais on élève de plus en plus de bestiaux, et on fabrique de plus en plus de viande, denrée de placement certain et rémunérateur.

La transformation d'une ferme à céréales en une ferme d'élevage n'a pu être une improvisation. Elle est conditionnée par une préparation de longue main : constitution d'un stock de fourrage sec pour l'alimentation d'hiver ; aménagement de prises d'eau assurant de copieux abreuvements ; fumures abondantes à base de déjections animales et d'engrais commerciaux ; mais en revanche, les produits animaux conquièrent une place de plus en plus importante dans l'économie rurale. Partout où les terres permettent des pâturages permanents, on s'est mis à faire des bêtes à cornes.

Les avantages de cette substitution sont nombreux : économie de frais de main-d'œuvre et de culture ; accroissement de la masse et de la qualité des fumiers à consacrer à une moindre étendue de terre labourable, entraînant une culture plus intensive, des récoltes plus fournies et plus rémunératrices ; produits animaux plus abondants, d'une vente profitable et moins aléatoire que celle des céréales ; conservation et amélioration de la fertilité du sol.

Dans la région occidentale du département, grâce aux pâtures, on peut élever les jeunes ; on s'efforce de les faire naître pendant l'hiver ou au printemps afin que, une fois sevrés, ils grandissent dans les herbages.

Les génisses deviennent des vaches à lait et les jeunes bœufs sont engraisés dans les régions de culture intensive.

La grande ressource est la production du lait qui est transformé en beurre dans la majorité des fermes herbagères du Vimeu, du Ponthieu et du Marquenterre. Au voisinage des villes, il y a plus de profit à vendre le lait au consommateur ou à l'expédier sur Paris ou sur les centres miniers.

Dans la région orientale (Santerre), l'abondance et la variété des ressources alimentaires, la proximité de Paris, assurant un large débouché aux animaux engraisés, justifient l'entretien d'un nombreux effectif. La production laitière, peu intense,

est juste suffisante pour les besoins de l'exploitation. Le surplus, quand il existe, est transformé en beurre et le petit lait est donné aux porcs.

Les génisses sont seules conservées pour remplacer les vaches réformées ou vendues à la boucherie après leur sixième veau. Les jeunes mâles sont vendus dans les huit premiers jours à des engraisseurs, et, plus rarement, gardés et engraisés à l'étable ou, de préférence, sur le fumier jusqu'à 2 ou 3 mois.

Certaines localités : Rollot, Etelfay, Faverolles, Fescamps, se consacraient jadis activement à la fabrication des fromages. Cette industrie est actuellement en décadence. (1)

Dans le Santerre, comme dans le nord de la France et dans le Soissonnais où sont cultivées les plantes industrielles, la betterave notamment, on emploie le bœuf de labour, plus lent, moins nerveux, plus résistant et plus fort que le cheval, convenant mieux pour ces raisons aux façons répétées et pénibles, ainsi qu'aux lourds charrois. Après l'avoir fait travailler, on l'engraisse avec les pulpes de betteraves. Ce sont les bœufs charolais qui font prime par leur double aptitude au travail et à la boucherie.

Telles sont les différentes spéculations auxquelles donne lieu l'espèce bovine.

Le fait le plus caractéristique est le développement considérable pris par les industries du lait. Tandis que l'exploitation des bovidés en vue de la force motrice reste dans un état stationnaire ou légèrement dégressif, tandis que la production de la viande connaît des fortunes diverses, la production du lait s'est classée en tête des entreprises zootechniques par la valeur et l'importance des produits mis en œuvre.

Les races en présence sont précisément des races aux aptitudes laitières très confirmées :

(1) La fabrication du fromage « Rollot » a diminué, mais elle a surtout changé de forme. Cette industrie de la ferme est devenue celle d'une usine, à Rollot même et à Arvillers.

la race flamande, 82 % en 1900,	63 % en 1924
» normande, 15 %	» 35 % »
» hollandaise, 3 %	» 2 % »

La race flamande est répandue principalement dans le Marquenterre, le Ponthieu et l'Amiénois.

Sa pureté est d'autant plus grande que l'on se rapproche davantage du Pas-de-Calais. Ailleurs, elle présente un moindre développement, une robe plus claire, une peau plus épaisse et une aptitude laitière et beurrière réduite.

Depuis la guerre, l'amélioration de cette race a fait de grands progrès. La sélection se poursuit d'une façon méthodique, comme nous le verrons plus loin. Tous les efforts tendent à uniformiser le type et à améliorer les sujets qui en dérivent par l'introduction répétée de taureaux importés des meilleurs centres d'élevage de la race flamande pure.

La race normande est exclusivement exploitée dans le Vimeu, qui confine à la Normandie. Son importance a sensiblement augmenté depuis la guerre, les éleveurs de la région ayant eu plus de facilités pour reconstituer leurs étables dans les départements normands que dans les Flandres.

Ces deux races principales représentent le bétail le mieux approprié aux conditions mêmes de la production. Chacune d'elles possède une aire d'extension qui lui est propre et parfaitement délimitée.

Le contact s'établit sur une ligne qui traverse les cantons de Rue, Oisemont, Hornoy, Conty, Montdidier.

La race normande, qui ne dépassait pas la vallée de la Bresle avant la guerre, a progressé jusqu'à l'embouchure de la Somme et un peu au delà, mais il n'existe aucun conflit, chacune des races en contact ayant établi sa zone d'expansion dans les conditions les plus profitables et les plus rationnelles.

La race hollandaise fut importée dans la Somme en 1847, à Saint-Fuscien (près d'Amiens) où sa robe particulière fit sensation.

Cette importation avait été faite dans le but d'améliorer par croisement la race locale (picarde).

Le Comice agricole d'Amiens avait précédemment introduit des reproducteurs schwitz, flamands, durham. Aucun n'avait donné satisfaction. Les premiers fournissaient des sujets peu appréciés à la boucherie et les accidents du vèlage étaient fréquents avec eux. Les seconds exigeaient de gras pâturages qui n'existaient pas alors dans le département. Les troisièmes, très exigeants pour leur nourriture, étaient surtout une race de boucherie à faible aptitude laitière.

On leur préféra une race amélioratrice réunissant les qualités désirées et pouvant s'acclimater facilement. La hollandaise se montra laitière de premier ordre, d'engraissement aisé et précoce. Peu difficile pour sa nourriture, elle s'accommode de tous les régimes. C'est une excellente machine à lait et de haut rendement. Les vèlages sont faciles, les veaux s'élèvent bien et leur croissance est rapide.

Le croisement avec la race picarde n'a guère été continué, quoique satisfaisant, mais la race hollandaise s'est acclimatée dans la Somme en y conservant ses qualités natives.

Toutefois, elle ne s'y est pas généralisée et elle ne se rencontre que dans l'est du département. Elle est en progression dans le Santerre où le jeu des prestations en nature a amené de nombreux sujets de souche hollandaise et où l'industrie laitière prend une importance croissante aux dépens de l'industrie fromagère.

Le lait est ramassé deux fois par jour par des dépôts régionaux (Chaulnes, Corbie) opérant pour le compte de grandes sociétés laitières qui pratiquent la pasteurisation et alimentent Paris et les centres miniers du Nord.

A l'autre extrémité du département, au voisinage de Mers, on rencontre quelques étables de hollandaises qui se chargent de ravitailler en lait les multiples stations balnéaires du littoral.

Dans ces deux points de concentration de la race, c'est la remarquable aptitude laitière qui motive la préférence des éleveurs. Les difficultés rencontrées par ces derniers pour se

procurer des taureaux améliorateurs sont un obstacle à une plus grande extension. Aussi ne compte-t-on guère plus de 10.000 sujets hollandais dans le département. On peut citer les étables de MM. Gauchy, de Sancourt, Forget, de Mers-les-Bains, Dumont, de Dury, Pointier, de Croix-Moligneaux ; ce dernier, en particulier, possède de nombreux sujets d'élite.

3^e Population ovine

L'élevage du mouton a suivi une évolution curieuse en rapport avec l'évolution de la culture.

Dans un pays défriché et labouré, les champs prennent toute la place, les terres « vaines et vagues » deviennent rares, le domaine du mouton, friches, jachères et rideaux, se rétrécit ; les parcours diminuant, il fallut confiner les animaux à la bergerie ; la laine perdit ses qualités. Déjà à la fin du XVIII^e siècle, on constatait que la laine du Santerre, si bien dégraissée qu'elle fût, restait toujours jaune parce que « le mouton demeurait trop longtemps à l'étable, et parce qu'il n'était pas assez nourri d'herbage ».

On renonça, devant la chute des prix, à faire du mouton comme bête à laine ; on chercha à le mieux adapter au nouveau milieu agricole et à en faire surtout une bête à viande, en transformant le système d'élevage.

L'extension des prairies artificielles joua son rôle une fois de plus.

On s'efforça d'abord de multiplier le mouton flamand sur les exploitations de Picardie. Importé jadis des Indes orientales par les Hollandais, c'était un gros mangeur, très apte à donner de la viande et du poids, mais fournissant une laine grossière. Il trouva dans ce nouveau domaine des terres fortes, susceptibles de lui fournir de grosses nourritures. Des croisements opérés en dehors de toute règle aboutirent comme nous l'avons déjà vu, aux variétés picarde et santerienne et aussi à la variété artésienne.

Ces différentes souches d'origine commune subirent vers 1841 l'empreinte des béliers de races Dishley ou Leicester, New-Kent, South Down ou Dishley-mérinos, annuellement mis en vente publique à la bergerie royale de Montcavrel, près de Montreuil, transportée plus tard au Haut-Tingry, près de Boulogne.

Il en résulta la création d'un type qui se conserve encore assez bien actuellement avec ses caractères spéciaux dans quelques bergeries du Ponthieu et du Montreuillois et auquel on a donné le nom de race boulonnaise.

Le mouton boulonnais, d'après Savagner, à la tête assez forte, et bien dégagée de laine, les yeux saillants, le front large, les oreilles assez longues et fines, le chanfrein presque droit, se terminant par un gros nez. On remarque quelquefois à la tête et surtout aux oreilles quelques tâches rousses et noires qu'il importe de faire disparaître. Le cou est gros et court. Le système osseux est moyen, le corps cylindrique, assez long, le dos et le rein droits, les côtes bien arquées, la poitrine large et profonde. La laine est assez longue, formant une toison peu serrée et peu fine.

L'ensemble indique un animal rustique et précoce. La viande est abondante, mais sans finesse.

Dans l'est du département, on rencontre quelques troupeaux de la race dite de l'Ile-de-France. En réalité, il s'agit de la race Dishley-mérinos, descendante directe du troupeau constitué par Yvart et connue sous les noms successifs et mieux justifiés de « race d'Alfort », puis de « race de Grignon ». C'est une métisse dans laquelle le facteur Dishley apporte la viande et la précocité, le facteur mérinos, la laine et la rusticité.

L'engraissement au pâturage n'existe plus que sur les prés salés des bords de la Somme et de l'Authie dont la flore spéciale donne une chair tendre et parfumée (*Spergularia marina*, *Lotus tenuifolius*, *Sagina maritima*, favorables à l'engraissement, *Armeria maritima*, *Artemisia maritima*, *Salicornia*

herbacea. . etc..) et sur quelques vestiges de terres vaines et vagues, grands côteaux inclinés où pousse le seul génévrier, car la terre n'y tient pas ; ce sont les « larris » (Hangest-sur-Somme, vallées du Liger et de l'Avre...

Ailleurs, le mouton est sédentaire. Ce n'est plus un animal de grand air, mais d'étable. Dans les exploitations de culture intensive, il n'est au pacage que du mois d'août au mois d'octobre, seule période durant laquelle la terre est nue.

Depuis un siècle, les troupeaux vont sans cesse diminuant, comme dans la plupart des régions françaises. Ils sont les principales victimes de la grande culture. Par contre, le poids moyen des moutons a augmenté grâce à une meilleure hygiène. Si le département de la Somme se trouve dépassé par les régions d'élevage intensif (Creuse, Haute-Vienne, Bouches-du-Rhône, Indre), pour le nombre d'individus rapporté à sa superficie, en revanche il est parmi les privilégiés avec l'Oise et l'Aisne en ce qui concerne le poids vif. D'après la statistique de 1892, la Somme comptait 64 moutons par 100 hectares de territoire agricole, la Creuse en comptait 116, l'Indre 80, l'Aisne 72, la France 41. Mais elle accusait, toujours par 100 hectares de territoire agricole, 2.104 kilos de poids vif, la Creuse 2.401, l'Indre 2.079, l'Aisne 2.550, l'Oise 2.201, la France 1.159.

La pénurie de main d'œuvre est une des causes primordiales du fléchissement de l'élevage du mouton ou « dépecoration ». Il n'y a plus de bergers. On en trouve difficilement à 1.000 fr. par mois sans compter les primes. Ceux qui subsistent se refusent à faire des élèves. Au surplus, aucun jeune homme ne se soucie de faire un métier mal considéré et absorbant.

L'importance numérique de la population animale du département ressort du tableau suivant :

Années	1852	1862	1882	1892	1913
Chevaux	73.207	77.056	77.590	75.982	79.730
Bovins	116.943	144,713	141.813	159.576	187.260
Ovins	534.550	504,252	423.948	380 546	261.190
Années	1918	1924	1926	1927	
Chevaux	38 631	64.356	68 290	69.407	
Bovins	98 530	133.371	176.930	183.177	
Ovins	59.420	143.281	165.303	166 273	

La comparaison de ces chiffres montre que, jusqu'à la guerre, on observait un accroissement marqué de l'espèce bovine.

Le nombre des chevaux restait sensiblement stationnaire.

Quant aux ovins, comme partout en France, ils étaient en décroissance.

Elle met en relief les désastres de la guerre.

Les deux cinquièmes du département ayant été envahis, le cheptel avait complètement disparu de cette zone à l'armistice.

Dès 1914, il y avait une perte de :

35.000 chevaux sur 79.000
75 000 bovins sur 187.000
100.000 ovins sur 260 000

due aux réquisitions abusives.

La brusque offensive allemande de 1918, qui s'est arrêtée aux portes d'Amiens, eut pour conséquence l'évacuation du bétail restant dans le voisinage du front, et sa vente à vil prix à l'arrière.

Depuis 1919, des efforts considérables de reconstitution ont été faits, et les résultats sont très encourageants, mais, de

cette époque, date une orientation nouvelle de la culture et de l'élevage, toujours plus étroitement associés.

Dans le Santerre, en particulier, la culture de la betterave est en déclin, après avoir connu une très grande vogue. Les raisons en sont multiples : marché moins favorable, nécessité de très fortes avances à la terre, gros aléas dans la récolte, crise de la main-d'œuvre spécialisée que rebutent les façons nombreuses et pénibles. Par contre, la culture du blé connaît un succès sans précédent.

Les prairies artificielles, luzerne surtout et trèfle, sont en progrès : l'usage se généralise de conserver une partie de ces fourrages à l'état frais dans de grands silos de métal ou de ciment pour nourrir le bétail en hiver.

Les conditions de prix et de main-d'œuvre, relativement peu favorables à la culture, le sont davantage à l'élevage, qui rapporte plus avec moins de travail. Aussi, les pâtures se multiplient-elles, qui ne sont qu'un expédient pour économiser le personnel.

Pour reconstituer le troupeau anéanti par la tourmente, les cultivateurs se sont mis à élever beaucoup de jeunes dans la région, pour parer à l'insuffisance et à la médiocrité des livraisons faites par l'Allemagne.

Au cours de leurs pérégrinations à l'étranger comme prisonniers ou comme réfugiés, beaucoup d'entre eux ont été amenés, par la force des événements, à juger de visu de l'état florissant, hors de France, de l'élevage, et des étables modèles, étincelantes de propreté, orgueil et fortune de leurs propriétaires. Le goût de l'élevage leur est venu, s'ajoutant à la nécessité de s'y adonner aux dépens de la culture.

Autre modification, les belles attelées de bœufs blancs tirant la charrue sont en voie de disparition. Depuis longtemps on tendait à les remplacer par le cheval, plus rapide ; la guerre a précipité leur disparition. Le cheval convient mieux aux cultures riches, et le progrès agricole consiste à refouler le bœuf de travail pour étendre la sphère d'action des équidés. De plus, le paysan se résigne mal à garder une bête plusieurs

années avant de la revendre ; il a le désir de faire travailler son argent plus vite. On n'engraisse plus guère que des bœufs sucriers, achetés en octobre et revendus trois mois après. On les installe sur le fumier dans la cour et on les nourrit à la pulpe et aux tourteaux. Le bénéfice d'argent est minime, mais il reste de quoi fumer les terres.

Cette spéculation, qui nécessite de grosses avances d'argent, est réservée à quelques riches agriculteurs.

La plupart des autres élèvent des veaux pour la boucherie. D'autres font du lait pour les grandes sociétés laitières.

Les animaux sont laissés jour et nuit à la pâture durant la bonne saison. On vient régulièrement les abreuver, et traire les vaches, celles du moins à qui on ne laisse pas leur veau.

En résumé, depuis la guerre, on observe une diminution des terres labourables au profit des surfaces enherbées, au détriment des céréales et de la betterave à sucre, assurant un meilleur équilibre de l'exploitation agricole dans les conditions actuelles.

L'espèce chevaline accuse une diminution de 11.000 unités (chevaux de commerce et d'industrie concurrencés par la traction mécanique), mais la qualité est supérieure en raison des améliorations de l'élevage, et de réformes plus hâtives qu'auparavant.

L'espèce bovine est en diminution peu sensible, laquelle sera vite compensée par le nombre croissant d'élèves

L'espèce ovine, la plus touchée, subit une perte de près de 100.000 têtes. Le mal paraît sans remède en raison de la disparition des petits troupeaux groupés sous la garde d'un berger communal, de l'importance des capitaux nécessaires pour exploiter directement un troupeau, de la pénurie des bergers enfin.

Il reste, pour se faire une opinion précise sur l'industrie animale dans le département de la Somme, à voir, à titre de cas concret, comment jouent, dans une même exploitation de

moyenne importance, les diverses spéculations auxquelles elle donne lieu.

Soit une ferme du Santerre de cent hectares environ.

Quoique la spéculation agricole de la région repose plus sur les produits du sol que sur le bétail, l'élevage et surtout l'engraissement des animaux ont pris un rapide développement depuis la création des prairies artificielles. Celles-ci, comme nous l'avons déjà vu, permettent aux cultivateurs d'augmenter leurs bénéfices et contribuent à accroître le rendement des céréales, justifiant le vieux dicton : « Si tu veux des blés, fais des prés ».

L'importance du bétail est directement proportionnelle à la quantité de nourritures dont on dispose. En Santerre, celles-ci sont considérables et variées, donc le cheptel y est nombreux.

Il comprend des animaux de travail et des animaux de rente. Les premiers sont le cheval et le bœuf. Les écuries sont peuplées de juments boulonnaises qui fournissent leur travail et leurs poulains. Ceux-ci sont élevés dans l'exploitation ; progressivement mis en travail, ils prennent de la valeur et sont vendus en pleine force vers 5 ou 6 ans. Ce sont donc à la fois des animaux de travail et de rente.

On s'attache à posséder des juments boulonnaises de race très pure, qui ne coûtent pas plus comme entretien et rapportent davantage par leurs produits. Ceux-ci sont sevrés à six mois. Destinés à la remonte de l'exploitation, ils sont mis en pâture jusqu'à 2 ans environ ; les autres sont vendus comme laiters.

En raison de la faible étendue des pâturages, l'alimentation est complétée par l'administration journalière de :

Avoine	2 kil. 500
Luzerne	2 kil. 500
Paille de blé . .	2 kil. 500

A la mise en travail, les poulains reçoivent la ration de l'attelée, soit :

Avoine	8 kil. 000
Luzerne	7 kil. 500
Paille de blé . .	5 kil. 000

L'industrie sucrière, qui met à la disposition des cultivateurs d'énormes masses de pulpes, permet d'employer le bœuf comme animal de travail, pour le soumettre à l'engraissement à la fin de sa carrière. Il s'agit d'animaux importés du Charolais ou du Nivernais, qui deviennent une source d'importants revenus et présentent le double avantage d'utiliser les déchets du traitement industriel des betteraves et de fournir beaucoup de fumier.

Les animaux de rente comprennent un ou plusieurs étalons, des vaches et des moutons.

Les étalons, plus spécialement entretenus dans les exploitations éloignées des dépôts nationaux, sont achetés vers 18 mois soit dans les foires, soit chez les grands éleveurs du Boulonnais et du Vimeu. Ils représentent un capital important, une grosse avance à consentir, mais aussi leurs produits ont une valeur correspondante, et leurs saillies sont très recherchées et bien payées. De plus, ils sont en général approuvés par l'État, et, comme tels, ils reçoivent une prime annuelle de 500 fr., susceptible d'augmentation.

Du mois de mars au mois de juillet, chaque étalon est conduit par un étalonnier dans les fermes qui ont réclamé son concours ; il pratique la monte à raison de trois sauts par jour au maximum, durant des périodes de 3 jours consécutifs interrompues par des repos de 6 jours. L'expérience a montré que par ce régime, on obtient un maximum de fécondations.

L'alimentation est assurée par les propriétaires qui l'hébergent momentanément.

La rétribution variable est en moyenne de 50 fr. par saillie.

En période de repos, de juillet à mars, les étalons sont utilisés aux travaux de la ferme, et en attelages de deux afin que le conducteur en reste toujours maître. Cette pratique de gymnastique fonctionnelle diminue le prix de l'entretien des

étalons, augmente leur fécondité en combattant la tendance à l'obésité.

La ration journalière est la suivante :

Avoine . . .	8 kilog.
Son	2 »
Luzerne . .	7 k. 500
Paille de blé .	5 kilog.

avec des mashes périodiques.

La spéculation des étalons est rémunératrice dans la mesure où l'on a de bons étalonniers.

Les étables contiennent une douzaine de vaches dans une exploitation de 117 hectares, effectif qui suffit à l'alimentation en lait des maîtres, des ouvriers et de quelques familles du village. Le surplus de lait est transformé en beurre et le petit lait est donné aux porcs.

La vache flamande est préférée en raison de son parfait acclimatement en Santerre et de la richesse relative de son lait en matières grasses.

Un taureau de race pure assure les saillies : il est renouvelé tous les deux ans.

Les veaux femelles remplacent les vaches parvenues au terme de leur lactation et livrées à la boucherie.

Les veaux mâles sont vendus en bas-âge ou soumis à l'engraissement.

Les vaches touchent une ration ainsi composée :

Pulpe	20 kilog
Betteraves . . .	20 »
Menues pailles .	5 »
Tourteau de lin .	1 »
Luzerne. . . .	7 k. 500
Paille d'avoine . .	5 kilog.

En belle saison, elles reçoivent de 50 à 60 kilogs de fourrage vert, soit à l'étable, soit sur place au piquet, auquel cas les bêtes sont mises au pâturage après la traite du matin et

retrées pour la traite du soir. A l'étable, elles trouvent 5 kgs de paille dont la partie non consommée sert de litière.

Le taureau, soumis au même régime, consomme en plus de l'avoine destinée à lui fournir un supplément de vigueur pour effectuer les saillies.

De tout temps, l'élevage et l'engraissement des moutons, pratiqués sur une grande échelle en Santerre, ont été la principale spéculation animale du pays. La grande quantité de fourrages verts à consommer de mars jusqu'en juillet, ainsi que les pulpes de sucreries très abondantes en rendent l'exploitation intéressante

La production de l'agneau gris est la plus avantageuse. Elle a pour objet l'engraissement des jeunes sujets jusqu'à l'âge d'un an au plus, de manière à obtenir une viande ferme, persillée, tendre et savoureuse.

Les agneaux et les brebis engraisés sont expédiés à La Villette.

La race est celle dite d'« Ile-de-France », nom impropre de la race Dishley-mérinos.

Les brebis bien racées sont livrées à des béliers primés, loués pour la saison de monte et provenant d'élevages réputés du Vermandois, du Soissonnais ou d'Eure-et-Loir.

De mai à décembre, le troupeau de 350 têtes comporte :

60 brebis devant donner leur 3^e agneau en décembre

60	—	2 ^e	—
----	---	----------------	---

60	—	1 ^{er}	—
----	---	-----------------	---

170 agneaux et agnelles du dernier agnelage.

De décembre à mai, le troupeau compte 410 têtes :

60 brebis ayant donné leur 3^e agneau.

60	—	2 ^e	—
----	---	----------------	---

60	—	1 ^{er}	—
----	---	-----------------	---

60 agnelles de remplacement.

170 agneaux et agnelles du dernier agnelage.

Les 60 brebis ayant donné leur 3^e agneau sont laissées dans le troupeau jusqu'en mai avant l'introduction des béliers.

A cette époque, elles sont réformées et soumises à l'engraissement au vert jusqu'en août.

Les brebis stériles ont le même sort.

L'engraissement au vert, moins coûteux qu'à l'étable, laisse de sérieux bénéfices.

La monte a lieu en juin et juillet. Elle est faite par trois béliers, chacun d'eux opérant seul pendant trois jours et prenant ensuite six jours de repos. De la sorte, les batailles entre mâles rivaux sont évitées ; leur fécondité est plus grande, leur état reste bon.

Le troupeau est rentré à l'étable au début de novembre en raison des nuits froides et il ne sort plus dans la journée à partir de la mi-décembre.

L'agnelage a lieu en décembre et janvier ; l'amputation de la queue se pratique quelques jours après la naissance, la castration à un mois, le sevrage à 3 mois. Les agneaux reçoivent du regain et du son placés dans un compartiment de la bergerie où ils peuvent seuls accéder.

Parmi les 170 agneaux, 60 agnelles, les plus belles, les mieux conformées, les plus aptes à perpétuer les caractères de la race, sont choisies et conservées pour remplacer les brebis réformées.

Les agneaux restant, après avoir passé tout l'été aux champs, rentrent à l'étable en octobre et sont soumis à l'engraissement. Pendant deux à trois mois, ils reçoivent une nourriture riche et substantielle pour rendre l'opération rapide et fructueuse.

Les animaux sont groupés en deux lots dont la préparation se fait à un certain intervalle de temps permettant d'échelonner les ventes.

Les sujets engraisés atteignent un poids vif de 40 à 50 kilogs.

Les brebis réformées, séparées du troupeau en mai, avant l'introduction des béliers, sont engraisées au vert durant 2 mois $1/2$ à 3 mois ; elles parviennent au poids de 50 à 55 kilogs.

L'alimentation varie suivant qu'elle a lieu à l'étable l'hiver, au pâturage l'été.

Pendant l'hiver, les brebis mères reçoivent :

Betteraves. . . .	6 kil.	
Menues pailles . .	0	500
Dravière	0	500
Avoine.	0	150
Paille d'avoine . .	1	500

Les agneaux du sevrage au pâturage reçoivent :

Betteraves. . . .	1 kil.	500
Menues pailles . .	0	150
Luzerne	0	800
Son	0	100

Les moutons à l'engraissement :

Pulpes	8 kil.	
Menues pailles . .	0	800
Dravière	9	500
Tourteau de lin . .	0	100

Les brebis réformées et engraisées au vert reçoivent 8 kil. par jour.

Le régime du vert commence à la fin de mars, époque où se consomme le seigle fourrage, se continue en avril-mai avec la minette, en mai-juin avec le trèfle incarnat, pour arriver enfin aux chaumes en passant par les vesces de printemps et le trèfle violet. Après les chaumes viennent les fanes de betteraves qui mènent jusqu'à la rentrée à l'étable en novembre.

La tonte, pratiquée vers la mi-mai donne 3 kil. de laine en suint par brebis et 1 kil. par agneau.

CHAPITRE IV

L'AVENIR DE LA SPÉCULATION ANIMALE

Les chapitres qui précèdent montrent les diverses régions culturelles du département s'adonnant avec activité et succès à l'élevage dans toutes ses modalités. Les éleveurs picards témoignent d'un réel éclectisme, en dépit des difficultés qu'ils rencontrent. Leur situation n'est en effet nullement privilégiée au point de vue des races qui peuplent leurs écuries et leurs étables.

Pour les chevaux, ils sont éloignés du centre de production de la race boulonnaise, aussi bien que du berceau du cheval de trait du Nord.

S'agit-il des bovins ? Ils sont à l'extrémité de l'aire d'exploitation des races flamande, normande, et hollandaise.

Ils ne sont pas mieux placés pour l'espèce ovine.

Ils se trouvent donc dans l'obligation, pour maintenir les caractères de leurs races, ou pour en améliorer les qualités, de recourir à l'achat de reproducteurs dans les régions d'élevage de races pures.

Ils n'y manquent pas et la valeur des différents produits ne fait que s'accroître dans les conditions les plus satisfaisantes.

Le succès qui leur sourit est fait de leur compétence et de leur ténacité dans la recherche du mieux ; il est aussi le fruit des sacrifices qu'ils savent s'imposer.

Les nécessités économiques ont eu raison de l'individualisme si puissant chez le Picard. L'esprit mutualiste est né et

a fait dans le département de nombreux et fervents adeptes de l'association et de la coopération sous toutes leurs formes.

Tout d'abord l'organisation du crédit agricole s'est imposée.

L'éleveur, comme le cultivateur, ne trouve la rémunération de son travail qu'au moment de la vente de ses produits. Il importe donc que cette vente se fasse dans les conditions les meilleures, à l'époque des marchés les plus avantageux. Si le besoin d'argent hâte l'opération, le producteur y perd. Par l'institution du crédit agricole, dont l'idée première remonte à 1849, le cultivateur atteint à l'émancipation économique, échappe aux circonstances défavorables que le besoin d'argent lui imposait ; il s'affranchit de l'oppressive et onéreuse tutelle des prêteurs à court terme qui le dévalisaient.

Le crédit agricole comprend des caisses locales et régionales groupées en une fédération nationale et qui permettent d'améliorer la situation des sociétaires au point de vue moral et matériel, en leur procurant des capitaux sous forme de prêts à intérêts garantis par l'association. Il offre les caractéristiques suivantes :

Il est : 1° impersonnel, c'est-à-dire qu'il repose non sur les biens de l'emprunteur, mais sur la confiance que ses qualités propres inspirent.

2° décentralisé, c'est-à-dire qu'il est accordé, non par l'Etat ou par une Banque centrale, mais par des organes locaux, par des associations communales dont les agriculteurs emprunteurs sont eux-mêmes membres et s'octroient les uns aux autres le crédit dans la mesure de la confiance qu'ils s'inspirent réciproquement. Chacun puise tour à tour, quand il en a besoin, dans une caisse dont il est co-propriétaire sous le contrôle de ses voisins et associés.

3° bon marché : le taux habituel de l'intérêt est 3,5 à 4%. Ainsi se trouve écarté des campagnes le fléau qui a si longtemps sévi sur elles : l'usure.

Le principe est celui de l'engagement solidaire, de la responsabilité illimitée de tous les membres de l'association.

Le crédit, refusé à un isolé, est largement accordé à une caisse garantie par la responsabilité collective d'un groupe. Un contrôle mutuel assure l'honorabilité des opérations, le bon emploi des sommes empruntées. L'administration gratuite par des personnalités locales, associe l'économie à la sécurité.

Les individus n'en sont pas les seuls bénéficiaires dans le monde rural. Les groupements : syndicats et coopératives, en ont souvent besoin, et à plus long terme.

Les syndicats d'élevage, autre forme de l'association, reposent sur le principe de la propriété (ou de la location) en commun d'un instrument de production, taureau, étalon, bélier, inaccessible par son prix aux petits éleveurs.

Leur institution fut codifiée en France par une loi déposée en 1890, mais il est particulièrement intéressant de rappeler ici que, dès 1844, un long rapport était présenté au Comice agricole d'Amiens par un agriculteur de la Somme, Delamotte, rapport qui constitue un plaidoyer en faveur de l'association pour l'achat d'améliorateurs ovins. La thèse était la suivante : supprimer les primes multiples, mais infimes, qui dispersaient, sans profit, les ressources du Comice, et acheter un ou plusieurs reproducteurs qui permettraient de faire de beaux agneaux.

En 1845, M. de Rainneville préconise l'achat par le Comice d'un seul bélier Dishley-mérinos de haute valeur qui serait confié à un des membres dudit Comice, tous les autres ayant le droit de placer six brebis de choix dans un troupeau commun gardé durant le temps de la monte par un cultivateur jouissant d'un droit de cantonnement et peu éloigné du centre de l'arrondissement pour permettre une inspection facile de la part des contrôleurs désignés.

Les brebis reprises après la monte seraient marquées au feu à la tête, isolées au moment du part et les agneaux mâles en provenant recevraient la même marque. 150 brebis donneraient 50 bons béliers que leurs propriétaires s'engageraient à ne pas châtrer.

L'arrondissement se trouverait ainsi rapidement pourvu de béliers de même race. Il y aurait homogénéité dans la nature de la laine ; le commerce en serait satisfait et la dépense serait modique pour le Comice. Les propriétaires paieraient le berger par une faible rétribution, 1 franc pour chacune de leurs brebis. Un bélier de 2 ans servirait 100 à 150 brebis en 6 semaines de monte. Les femelles mal conformées, malades et de laine grossière seraient exclues. Six primes de 10 francs seraient distribuées dans le concours de l'année suivante aux six plus beaux agneaux mâles provenant du troupeau central.

Ces suggestions de M. de Rainneville, qui furent retenues et mises en pratique par le Comice d'Amiens, témoignent combien les populations agricoles du département étaient préparées par vocation, peut-on dire, à la coopération réalisée dans un but de progrès.

Les syndicats se substituèrent plus tard aux Sociétés d'Agriculture et aux Comices, groupant des hommes habitués à faire passer avant tout leurs intérêts pratiques, mais les règles esquissées ci dessus pourraient encore convenir aux syndicats d'élevage qui, de nos jours, ont pris un large développement dans la Somme où il s'en trouve pour l'espèce chevaline et l'espèce bovine, principalement dans le Vimeu, le Ponthieu et le Marquenterre. Leurs buts sont : l'acquisition de reproducteurs de choix, leur entretien, leur conservation et celle de bonnes reproductrices et de leurs meilleurs produits. Ils s'astreignent à tenir les livres zootechniques en conformité avec la définition de la race en cause.

Pour la race chevaline boulonnaise, des syndicats d'élevage se sont constitués à Rue, Lanchères, Cayeux, Vron, Ailly-le-Haut-Clocher. Dans ce dernier centre, le groupement possède en propre les deux étalons utilisés, qui sont renouvelés tous les trois ans pour éviter une trop grande consanguinité. Les autres syndicats sont locataires de leurs étalons, qui proviennent presque tous des écuries de M. Pouilly, de Ponches-Estruval.

Le système adopté est celui de l'étalon-rouleur qui se rend

de ferme en ferme dans l'ordre où ses saillies ont été demandées. Il n'existe pas encore, comme dans le Pas-de-Calais, d'étalons de très haute valeur, auxquels on amène des juments qui, elles aussi, ont fait l'objet d'une sélection sévère.

Chaque année, ces associations organisent des concours de reproducteurs et de poulains qui sont l'occasion d'une heureuse émulation, féconde pour les éleveurs

Les inscriptions de juments au Stud-Book boulonnais se font de plus en plus nombreuses.

Les syndicats d'élevage de l'espèce bovine sont ceux de Friville-Escarbotin et de Lanchères pour la race normande ; ceux de Grouches-Luchuel, Luchaux, Bouquemaison, Arry, Forest-Montiers, Saint-Firmin, le Crotoy, Saint-Quentin-en-Tourmont, Molliens-Vidame, Warlus-Avelesges pour la race flamande.

L'acquisition du taureau syndical est réalisée au moyen du capital souscrit par les adhérents et, au besoin, par un emprunt contracté à une caisse de crédit agricole. Elle est faite par une commission nommée par le bureau et dont fait partie celui des membres qui est désigné pour avoir la garde et l'entretien du reproducteur.

Ce détenteur reçoit une rémunération fixée chaque année par le conseil d'administration. Les propriétaires syndiqués sont tenus de faire à l'avance déclaration du nombre de vaches engagées pour la saillie du taureau syndical.

Il existe une autre modalité dans laquelle ce dernier est la propriété d'un des membres, qui s'engage à assurer les saillies des vaches inscrites moyennant un prix fixé et qui supporte personnellement tous les risques.

En résumé, dans la majorité des cas, des agriculteurs associés, peu satisfaits des marchés locaux, ou désireux d'acquérir des sujets de choix, se groupent pour acheter en commun les bêtes dont ils ont besoin. A cet effet, ils chargent une commission ou l'un d'entre eux d'opérer pour la collectivité sur les marchés les plus favorables et auprès des éleveurs les plus

réputés. Toute initiative est laissée aux mandataires. Les bêtes achetées sont ramenées à frais communs et mises en vente aux enchères entre syndiqués. Ce système est très économique en ce qu'il réduit considérablement le chiffre, par tête de bétail, des frais divers.

Quelques syndicats revendent à perte à leurs adhérents des reproducteurs de choix, avantage qui n'a comme contre-partie pour les bénéficiaires que l'obligation de garder les animaux un certain temps et de leur faire faire un nombre déterminé de saillies.

Ainsi, par une activité à formes multiples, les syndicats jouent dans la production du bétail un rôle de plus en plus apprécié et efficace. Ils se substituent à l'initiative privée, souvent impuissante et, par l'achat de reproducteurs, par les inscriptions de plus en plus nombreuses aux Herd-Books, ils poursuivent avec ténacité et unité de vues, le perfectionnement des différentes races du pays.

Très prospères dans la Somme, ils sont, pour la plupart affiliés à la Fédération départementale qui groupe plus de 8.000 adhérents.

Des caisses locales d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail sont également fédérées. Elles assurent pour près de 25 millions d'animaux (bovins et chevaux) et constituent un des groupements mutualistes les plus importants de France.

Depuis 1924, un syndicat d'élevage et de contrôle laitier s'est formé à l'instar de ce qui existe depuis longtemps au Danemark, en Hollande, en Allemagne du Nord et en Amérique. Il compte actuellement 43 bonnes étables contrôlées représentant un total de 506 bêtes. Il comprend trois sections groupant les membres éleveurs de chacune des trois races exploitées dans le département :

Section Normande : 138 vaches inscrites.

» Flamande : 324 »

» Hollandaise : 44 »

Ce syndicat se propose comme but l'amélioration de l'élevage bovin :

- 1° par l'achat en commun de bons reproducteurs ;
- 2° en favorisant la conservation des meilleurs d'entre eux ;
- 3° en assurant le contrôle laitier et beurrier des vaches de ses adhérents ;
- 4° en organisant des ventes publiques, foires, concours, expositions ;
- 5° en se tenant en relation étroite avec les trois Herd-Books intéressés, notamment pour l'organisation de tournées régulières des commissions d'inscription des animaux ;
- 6° par l'étude : a) de l'alimentation, de la croissance et de toutes autres questions zootechniques ; b) de questions économiques : débouchés et prix de vente du lait, prix d'achat des aliments concentrés, etc... ; c) de la récolte hygiénique et de la conservation du lait ;
- 7° par l'organisation de la prophylaxie et de la lutte contre les maladies contagieuses de l'espèce bovine.

La sélection des reproducteurs mâles et femelles se base non plus sur les caractères extérieurs, sur la perfection des formes, mais sur la production laitière et beurrière.

De même qu'il existe des races bonnes laitières ou bonnes beurrières, de même il existe dans chacune de ces races des familles dont la production se montre supérieure à la normale ; et, fait important, dont une longue expérience à l'étranger a pu démontrer l'exactitude, ce n'est pas seulement par les femelles que se transmet et se perpétue dans ces familles l'aptitude envisagée, mais aussi par les mâles. Par le nombre de ses produits, le taureau a une action plus marquée que la vache sur l'avenir du troupeau ; on peut dire qu'à lui seul il en est la moitié.

C'est au contrôle permanent de la production à l'étable qu'il faut recourir pour apprécier la valeur réelle des animaux puis pour améliorer la production en éliminant les animaux à rendement inférieur, ceux qui ne paient pas et leur descendance. Ce contrôle n'est possible que par l'association. Les producteurs

intéressés en confient l'exécution à un ou plusieurs agents payés sur les recettes du syndicat. Périodiquement, c'est-à-dire une fois ou deux par mois, le contrôleur passe dans chacune des exploitations, et aux trois traites qui se succèdent dans l'intervalle de 24 heures, il fait toutes les pesées du lait et détermine également la richesse en matière grasse. Les chiffres ainsi relevés sont portés sur le registre de contrôle dont un feuillet est attribué à chaque vache inscrite pour une année.

C'est sur les totaux et moyennes de fin d'année que la société peut établir la sélection du bétail, en évinçant du contrôle les vaches ayant donné moins qu'un minimum déterminé.

Seuls les veaux issus de mères maintenues au contrôle reçoivent une marque spéciale à l'oreille et sont inscrits au Herd-Book de la société.

Enfin, ne sont acceptés comme reproducteurs que les taureaux choisis parmi les descendants des vaches ayant donné le plus haut pourcentage en matière grasse dans la plus grande quantité de lait, en choisissant encore parmi eux ceux qui présentent les caractères les plus recherchés pour la conformation extérieure de la race.

Ce contrôle minutieux précise les aptitudes des vaches et permet d'arriver par l'élimination de celles qui ne donnent qu'un faible produit, à constituer un troupeau donnant le rendement le plus élevé possible.

C'est le seul moyen absolument sûr et efficace dont puissent se servir les éleveurs pour augmenter rapidement les produits et la valeur de leurs animaux par la sélection.

La machine à lait se trouve soumise au contrôle pendant plusieurs années ; on peut ainsi juger du développement individuel des aptitudes laitières. En général, une vache donne à la première lactation 65 % du rendement maximum qu'elle peut donner et qu'elle atteint au troisième vêlage.

Le contrôle laitier augmente aussi la valeur des veaux ; il permet de juger du meilleur mode d'alimentation et de l'efficacité de la nourriture employée.

Il entraîne un régime alimentaire plus intensif que les animaux paient d'ailleurs de mieux en mieux. Le prix des sujets et de leurs dérivés augmente. Il s'ensuit, en résumé, un excédent de rendement et une plus-value sur les animaux.

Bien que de création toute récente, le syndicat d'élevage et de contrôle laitier-beurrier de la Somme donne déjà des résultats très intéressants.

Chaque année, à Amiens, se tient un concours spécial. Celui de 1928 a mis en compétition 23 vaches, dont 6 normandes, 8 flamandes et 9 hollandaises.

C'est une flamande qui l'a emporté à la fois comme quantité de lait et comme quantité de beurre : la vache « Sophie » appartenant à M. Flaquet, de Canchy, qui a donné en 48 heures 69 kil. de lait et 3 kil. 230 de beurre. Cette excellente bête a obtenu en 1926 le prix de championnat laitier. En 1927, elle était classée deuxième pour le lait et obtenait le premier prix de l'exposition du syndicat départemental d'élevage. Elle a une fille : Victorieuse, qui s'est classée première de la race flamande au concours de la meilleure vache de France 1927-28 et qui obtint le premier prix de la race flamande à l'exposition du syndicat départemental d'élevage et contrôle laitier (lait 7.345 kil., beurre 334 kil. 750).

Sa petite fille, Mignonne se distingue à son premier veau au contrôle laitier mensuel.

Une normande, appartenant à M^{me} Martel, de Mesnil-Eudin, s'est classée deuxième à la fois pour le beurre (2 kil. 979 et pour le lait (52 kil. 390).

Le troisième rang du classement beurrier est tenu par une flamande appartenant à M. Petit, de Buigny-St-Maclou, avec 2 kil. 871 de beurre ; elle arrive quatrième pour le rendement en lait avec 50 kil. 830.

Au quatrième rang du classement beurrier arrive une normande appartenant à M. Patin, de Sentelie ; c'est l'excellente vache Maillée qui, depuis plusieurs années, attire l'attention par ses performances dans divers concours. Son classement à

Amiens en 1928 est particulièrement intéressant, puisqu'elle arrive à ce concours pleine de 5 mois, au onzième mois d'une lactation qui a fourni pour les 300 jours précédents 7.917 kil. de lait, avec 374 kil. 155 de beurre. Cette bête, née en 1920, vélée de son cinquième veau le 24 juillet 1927, a produit d'avril 1924 à juin 1928, en quatre lactations (2^e, 3^e, 4^e et 5^e veaux) 30.293 kil. de lait et 1.491 kil. 187 de beurre.

Au concours de la meilleure vache de France en 1927, elle est arrivée première pour le beurre sur 397 concurrentes, et 2^e au classement général laitier-beurrier.

La vache qui occupe le 5^e rang donne encore plus de 2 kil. 500 de beurre ; c'est une normande appartenant à M^{me} Van de Moortèle, à Hornoy.

La normande Gentillette, classée 6^e, appartenant à MM. Puche, de Misery, a donné en 300 jours 6 367 kil. de lait avec 390 kil. 285 de beurre.

La flamande Fécule I classée 7^e, appartenant à M. Petit, de Buigny-St-Maclou, a obtenu en 1927 et 1928 le deuxième prix de l'exposition du syndicat départemental d'élevage ; elle a donné en 300 jours 7.012 kil. 200 de lait et 309 kil. 400 de beurre.

Enfin les 8^e et 9^e prix ont été obtenus par des hollandaises, dont l'une, Violette I, appartenant à M. Pointier, de Croix-Moligneaux, a donné en 300 jours 6.836 kil. 700 de lait, et 247 kil. 400 de beurre. Pour les deux journées d'épreuve, elle a fourni un taux moyen de matière grasse de plus de 40 gr. par kil de lait, chiffre élevé pour une hollandaise.

Outre ces neuf premières vaches, spécialement mentionnées, il en est six autres qui ont donné plus de 2 kil. de beurre portant ainsi à 65 le pourcentage de bêtes ayant produit cette quantité, alors qu'avant l'organisation du contrôle, ce pourcentage n'atteignait pas 40 : 12.5 en 1922, et 36.8 en 1924.

Le tableau suivant fait ressortir les résultats comparés des concours de ces dernières années.

	Année 1922	Année 1924	Année 1925	Année 1926	Année 1927	Année 1928
Lait en poids en 48 heures (kilogrammes)	Minimum . . . Maximum . . . Moyenne . . .	33.560 55.860 44.070	28.520 65.300 44.621	27.560 55.850 39.973	31.250 68.650 47.301	22.190 69.000 44.480
Beurre en 48 heures (kilogrammes)	Minimum . . . Maximum . . . Moyenne . . .	1.562 2.670 2.113	1.571 3.273 2.256	1.668 2.923 2.051	1.476 4.081 2.430	1.432 3.230 2.157
Pourcentage de vaches ayant donné une quantité de beurre	Supér. à 2 k. 500 Comprise entre 2 et 2 k. 500.	0.0 12.5	26.4 63	12.5 50	47 70.5	21.7 65.2
Le kilogramme de beurre a été obtenu avec une moyenne de litres de lait de		20.1	19.7	19.4	20.5	20.5

Au concours de 1922, il a fallu en moyenne 25 l. 900 de lait pour obtenir 1 kilogramme de beurre ; actuellement il suffit de 18 à 20 litres.

Pour la seconde fois en deux ans, le département détient la championne de la production du beurre.

En 1927, la normande Jolie a donné en 48 heures 68 kil. 650 de lait et 4 kil. 081 de beurre battant tous les records beurriers de même durée connus à ce jour.

En 1928, la flamande Sophie a donné dans le même temps 69 kil. de lait et 3 230 de beurre. Elle détient la première place pour le lait et pour le beurre.

Enfin au Concours de Paris en 1929, la normande Château d'un élevage de la Somme a donné en 48 heures 56 kil. 900 de lait et 3 kil. 845 de beurre, enlevant le championnat beurrier et battant le record beurrier au concours de Paris.

Au même concours, la génisse normande, à son premier veau, Digitale, du même élevage que la précédente, a donné 45 kil. 250 de lait et 2 kil. 131 de beurre, se classant première de sa section au classement beurrier.

Depuis la création du syndicat, les bêtes donnant au moins 5.000 kil. de lait, et 300 kil. de beurre en 300 jours de lactation sont chaque année de plus en plus nombreuses pour un même nombre de bêtes contrôlées.

Tous ces résultats se passent de commentaires. Ils sont à la louange de l'activité efficace du syndicat qui peut à bon droit les revendiquer comme siens. Ce sont en effet les contrôleurs accrédités qui opèrent la sélection des meilleures laitières-beurrières susceptibles de figurer honorablement dans les concours départementaux et à celui de Paris.

Ce sont eux qui indiquent les rations les mieux appropriées pour une production meilleure, eux encore qui assurent les inscriptions provisoires des produits nés de bêtes inscrites aux différents Herd-Books, en vue de la délivrance de certificats définitifs. Cette formalité, qui doit être remplie dans des délais déterminés, était le plus souvent oubliée par les intéressés ce

qui entraînait un préjudice important et certain en cas de vente des produits.

Des certificats de lactation remis aux propriétaires permettent à ceux-ci de vendre à des prix aussi rémunérateurs que possible les bêtes en surnombre et les produits de leurs meilleures laitières beurrières.

Les résultats acquis portent, non sur quelques unités, mais sur un nombre important d'animaux contrôlés. Ils feraient la preuve, si besoin était, du constant souci d'amélioration qui anime les éleveurs picards à l'instigation de leurs syndicats. Ils doivent aussi engager tous les agriculteurs à inscrire leurs vacheries au contrôle laitier.

Regrettant que dans toutes les manifestations agricoles où il se fait un concours laitier-beurrier, le classement soit toujours fait sur le rendement beurrier seul, le syndicat a émis le vœu suivant :

« Considérant que la meilleure vache beurrière n'est pas forcément la plus intéressante à exploiter, émettons le vœu que dans les concours départementaux et au concours de Paris, le classement des animaux ne soit plus basé uniquement sur la production beurrière, mais sur les rendements beurrier et laitier combinés, en utilisant la méthode des points comme il est fait au concours de la meilleure vache de France ».

A côté de ces divers groupements, la puissante « Société des Agriculteurs de la Somme » tient ses assises à Amiens en son hôtel particulier : « la Maison de l'Agriculture » Sa fondation remonte au 6 octobre 1886. Constituée en cinq commissions, une par arrondissement, elle groupe en un actif faisceau l'élite des agriculteurs et des éleveurs du département. Centre d'études et de défense d'intérêts corporatifs, son action s'étend à toutes les branches de la culture et de l'élevage auxquels elle apporte le concours de ses compétences et de ses moyens financiers. Cette action se manifeste notamment par des achats et des reventes de reproducteurs de grande origine

par l'attribution de primes de conservation ; l'organisation de concours de géniteurs et de produits.

La Société des Agriculteurs est la véritable animatrice du concours agricole qui connaît chaque année, à Amiens un succès croissant, et rend tangibles les progrès continus réalisés dans l'élevage local. Ce concours a réuni en 1928, 86 chevaux, 167 bovins et 63 lots de moutons et en 1929, 102 chevaux, 125 bovins et 50 lots de moutons, le moindre nombre des bovins résultant de la fièvre aphteuse signalée dans un certain nombre de communes et qui a contribué à restreindre les envois tant par suite des déclarations d'infection que par crainte de contamination.

CONCLUSIONS

Au terme de cet exposé, il apparaît que l'élevage dans le département, soigneusement encadré et judicieusement orienté par de multiples institutions mutualistes aux buts convergents et en pleine prospérité, connaît, après les ruines et les désastres de la guerre, un essor tout à fait remarquable et qui fait bien augurer de l'avenir.

Le mot de Parmentier, un des plus illustres enfants de la région, se trouve vérifié :

« La Picardie peut être classée au nombre des provinces les plus favorisées du royaume, tant à cause de la fertilité du sol qu'à cause de la variété de ses produits... »

La richesse foncière d'une région ne serait rien si elle n'était mise en valeur par une population avisée, énergique et nettement tournée vers le progrès.

La situation actuelle est tout à la louange du paysan picard que l'adversité n'a pu abattre, qui a su faire mentir les pessimistes et réaliser un surprenant effort de relèvement, servant ainsi au mieux l'intérêt général.

« Multiplier et améliorer les animaux, modifier leur conformation, changer leurs aptitudes en vue de besoins nouveaux, c'est contribuer dans une large mesure à la prospérité générale en assurant la fertilité de la terre et le bien être du cultivateur ».
(Raynal).

Ce sera notre conclusion.

Vu : *Le Doyen*,
H. ROGER.

Vu : *Le Président*,
GOSSET.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- ALEXANDRE : *La Vie agricole dans la Picardie orientale depuis la Guerre* (Paris 1928).
- BAUDRILLART : *Les Populations agricoles de la France* (Paris 1888).
Bulletin du Comice agricole de l'Arrondissement d'Amiens.
Bulletin de la Station agronomique de la Somme.
- BUTEUX : *Esquisse géologique du Département de la Somme* (Amiens 1849).
- DE CALONNE : *La Vie agricole sous l'Ancien Régime en Picardie et en Artois* (Paris 1883).
- CHARLES : *Histoire du Cheval boulonnais* (Paris 1883).
- DECHAMBRE : *Traité de Zootechnie. Les Equidés* (Paris 1912).
- DEMANGEON : *La Picardie et les Régions voisines* (Paris 1925).
- DESCHAMPS : *La Somme dévastée* (Paris 1921).
- DUBOIS PIERRE : *Cours de Préhistoire de la Picardie. — Les Craies de Picardie* (Conférences Scientifiques Municipales. Amiens 1922-1928).
- DUCHAUSOY : *Météorologie de la Somme* (Amiens 1892).
- DUSEVEL : *Description du Département de la Somme* (Amiens 1850).
Enquête sur l'Industrie laitière Paris, Imprimerie Nationale 1903).
- GUICHARD et MAITROT : *Les Terres des Régions dévastées* (Annales de Géographie 1922).
- HECQUET D'ORVAL : *L'Agriculture en Basse Picardie* (Amiens 1885).
- HEUZÉ : *La France agricole* (Paris 1875).
- HUGUET : *La Question des Bas-Champs de la Somme.*
- JORET : *Rapport sur les Résultats du Concours laitier-beurrrier d'Amiens 1928.*

JOURDAIN : *La Somme agricole* (Illustration Economique et Financière. La Somme, 1925).

LETENEUR : *Quelques Aperçus sur l'Agriculture picarde* (Conférences Scientifiques Municipales. Amiens 1927).

MONTSARRAT : *Le Cheval de Trait du Nord*. (Lille 1924).

MUSSET : *De l'Elevage du Cheval en France*. (Paris 1917).

PIERRIN : *Le Bétail dans la Somme* (Illustration Economique et Financière. La Somme, 1925).

RENARD et DULAC : *Evolution industrielle et agricole depuis 150 ans* (Paris 1912)

ROUSSEL : *Une Ferme dans le Santerre dévasté* (Beauvais 1922).

SALMON : *De la Race bovine hollandaise* (Amiens 1855).

Statistique agricole de 1892.

TRIBONDEAU : *L'Agriculture du Pas-de-Calais* (Arras 1927).

VISEUR : *Histoire du Cheval boulonnais* (Arras 1897).

WORMS : *Les Associations agricoles* (Paris 1914).

ZOLLA : *L'Agriculture moderne* (Paris 1925).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	11
CHAPITRE I. — Le Milieu	13
CHAPITRE II. — La Production animale autrefois . . .	29
CHAPITRE III. — La Production animale de nos jours .	47
CHAPITRE IV. — L'Avenir de la Spéculation animale .	75
Conclusions.	89
Index Bibliographique	91



